

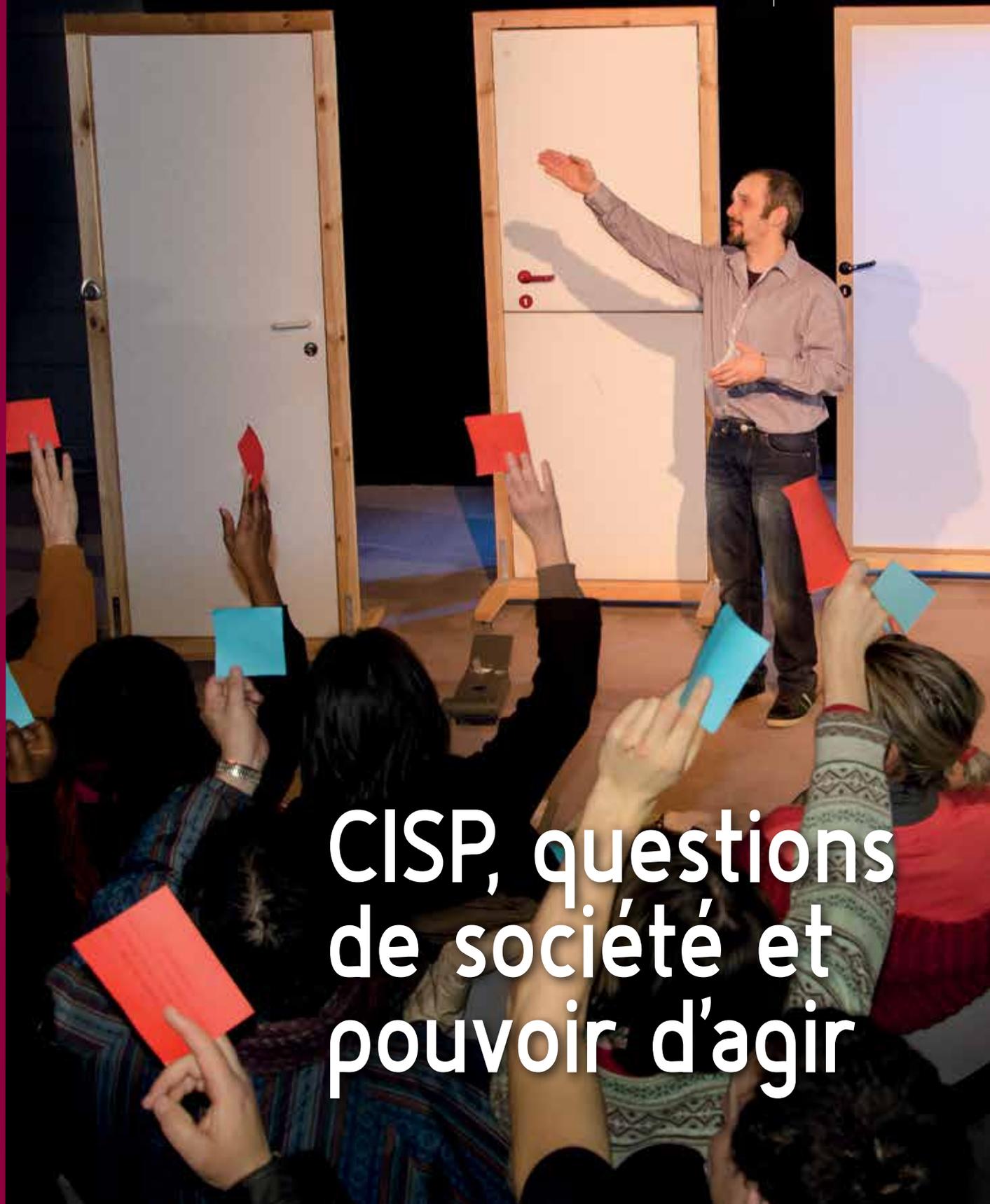
L'ESSOR

Trimestriel - Avril à Juin 2016 - n° 76

de L'INTERFÉD 

La revue trimestrielle du secteur de l'insertion socioprofessionnelle

Editeur responsable : Eric Mikołajczak, rue Marie-Henriette, 19-21 à 5000 Namur



CISP, questions de société et pouvoir d'agir



Miroir Vagabond/Théâtre des travaux et des jours

Sommaire

CISP, questions de société et pouvoir d'agir

Éditorial	2
Introduction	
Questions de citoyenneté	4
Politiques d'activation et changement de société : progrès ou féodalisation du social ?	5
Des actions citoyennes concrètes	10
Accompagner les stagiaires à développer leur pouvoir d'agir, c'est aussi développer le sien !	18
Éducation populaire et puissance d'agir : traceurs d'émancipation	21
Du subir à l'agir. Au fil des intelligences citoyennes	24
Jacques a dit : Agis !	27
Pour aller plus loin	31

Le lecteur non averti pourrait s'étonner que la revue des centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) s'intéresse à la citoyenneté. Ce sujet ne semble pas avoir de lien direct avec la technicité d'une formation à l'apprentissage d'un métier, du français ou du calcul. Ce serait faire fi d'une thématique centrale d'un secteur qui s'adresse à un public défavorisé pour lequel se pose aussi – et sans doute avant tout – la question du lien social et de son inscription dans la vie de la cité.

Si la citoyenneté peut être définie comme le fait pour un individu, pour une famille ou pour un groupe, d'être reconnu officiellement comme membre d'une ville, d'une cité, ou plus généralement d'un État, elle est vue avant tout comme une composante du lien social dans le secteur des CISP. Cette notion est faussement simple à saisir.

Très souvent évoquée sans être définie, ses contours et contenus restent flous et parfois complexes. On retiendra que nos publics n'ont souvent que peu de ressources pour tisser et entretenir des liens suffisamment nombreux capables de leur assurer protection, stabilité et reconnaissance sociale. La question de la cohésion sociale est au centre de cette réflexion.

Aujourd'hui, les personnes moins qualifiées sont aussi les moins intégrées professionnellement, et celles qui bénéficient du niveau le plus faible de formation continue. Rappelons encore une fois tout en le regrettant, que l'école contribue à cette situation par son rôle important dans la reproduction des inégalités sociales et économiques.



Le numéro 77 sortira en septembre 2016

Son thème : Le programme de formation Interfédé 2016/2017

Contact : Véronique KINET 081/74.32.00

E-mail : secretariat@interfedeb.be

EDITORIAL

Aussi pour nos publics, l'objectif de renforcer et soutenir le lien social est essentiel dans l'approche CISP. C'est à cet enjeu permanent que sont confrontés les centres de notre secteur. La mission d'émancipation sociale réglementaire des centres cherche à déboucher sur la multiplication des interdépendances avec les autres membres et collectivités de la société. La construction d'une identité y devient un objectif ; elle repose sur l'inscription dans un ensemble de liens sociaux qui assurent à l'individu la reconnaissance d'autrui à travers la filiation, l'appartenance politique ou idéologique, la vie professionnelle, des groupes de loisirs ou de proximité...

L'accompagnement et le suivi psychosocial des personnes chômeuses de longue durée, des jeunes sans qualification professionnelle, des « Rlsés », des primo-arrivants... confrontent les intervenants à la souffrance et au mal être que peuvent éprouver celles et ceux qui connaissent une situation de précarité ou sont en voie d'exclusion sociale.

Enfin, soyons clairs, l'enjeu est éminemment démocratique. Patiemment, avec entêtement, les centres de notre secteur s'efforcent à travers une multitude de pratiques et méthodes, d'outiller les personnes qui y passent quelques temps afin qu'elles puissent développer leur capacité à agir. Il s'agit de contribuer progressivement à permettre à ces publics de devenir de vrais CRACS, soit des « citoyens responsables, actifs, conscients et solidaires »... Ni plus, ni moins.

La qualité de citoyen implique la faculté d'émettre un jugement critique sur la société, à assumer ses responsabilités envers soi-même et les autres, de préférence par libre choix plutôt que par simple reproduction ou sur base d'une injonction quelle qu'elle soit. On rejoindra ici Marc Jacquemain (in « Les nouveaux mots du pouvoir », Aden, pp. 57-59) quand il écrit « la réaffirmation du lien à la communauté politique retrouve un sens libérateur pour les plus faibles. Lorsque la tendance générale est à la fragmentation et à la fragilisation de toutes les solidarités, la citoyenneté peut redevenir résistance ».

Le projet d'éduquer des adultes à la citoyenneté porte en lui des défis importants. Dans le contexte actuel, le risque de transformer un acte émancipateur d'apprentissage en un acte d'injonction normative – implicite ou explicite – est de plus en plus présent avec les contraintes que font peser le Plan d'accompagnement des chômeurs ou la réforme du Projet Individualisé d'Intégration Sociale (PIIS) des CPAS.

Participation ou contrainte, respect du désir des personnes ou application d'un référentiel commun et inadapté. Poser ce choix en termes antinomiques est plus simple que d'y faire face au quotidien ; ce n'est pas le moindre des mérites des opérateurs de terrain qui contribuent aussi à faire des choix citoyens. ●●●●●

Jean-Luc VRANCKEN,
Président de l'Interfédé



Miroir Vagabond/Théâtre des travaux et des jours -
Paroles de stagiaires



Introduction

Questions de citoyenneté

Le changement ne peut se faire que par et avec les personnes en formation. Comment ces dernières appréhendent-elles une actualité conditionnée par l'État social actif, le code de nationalité, les politiques migratoires, la violence ?

La Charte de l'Interfédé¹ reconnaît à chacun le droit de se construire une vision du monde et à l'exprimer, à avoir un projet social et à tenter de le mettre en œuvre. La démarche historique de notre secteur s'inscrit dans une démarche de lutte contre les injustices sociales à partir d'inégalités sociales et pour la construction d'une société plus juste et solidaire qui respecte la liberté de chacun tout en garantissant les libertés collectives.

Nous cherchons à créer un environnement culturel, social et économique favorable qui pourra permettre aux milliers de jeunes et d'adultes de se doter des moyens nécessaires afin d'accéder à une vie sociale, culturelle, et professionnelle décente.

Robert Castel² estime qu'il n'y a pas de citoyenneté sans la réciprocité de liens entre les citoyens et sans le pouvoir de s'engager à l'égard d'autrui. Les « précaires » en galère peuvent ne plus être dotés de ces conditions. Ils peuvent avoir en outre le sentiment d'être des « exclus de l'intérieur ».

La précarité empêche les individus qui en sont victimes de conduire des projets et d'être maîtres de leurs choix. Elle

limite leur espace de vie. Le développement et l'ancrage de la précarité aboutissent à la formation d'un précaire qui peut être considéré comme une nouvelle classe sociale.

Dans ce numéro de l'Essor, nous aborderons la question du changement social en regard des publics avec lesquels nous travaillons, de l'Éducation populaire, des intelligences citoyennes, mais surtout nous prendrons connaissance des actions menées par les centres de formation ainsi que celles qui sont impulsées dans le programme de formation de l'Interfédé.

Bonne lecture ! ●●●●●

Véronique DUPONT,
Rédactrice en chef de l'Essor,
pour le Comité de rédaction de l'Essor

1 www.interfede.be

2 Robert Castel est un sociologue français, spécialisé en sociologie du travail qui travaillait notamment sur des thèmes relatifs à l'exclusion sociale.



Politiques d'activation et changement de société : progrès ou féodalisation du social ?¹

« La vie n'est plus comme avant », « Tout fout le camp », « On n'est plus libre »... Les expressions disant que les choses changent sont quotidiennes. Et effet, la société d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Mais, dans le fond, qu'est-ce qui a changé ? Quelles sont les lames de fond derrière ces évolutions ? Qu'est-ce qu'elles signifient et impliquent pour les gens et, particulièrement, pour le monde de l'insertion ?

Cet article interrogera d'abord le modèle culturel actuel en observant la mutation du monde de l'emploi et du travail. Il identifiera ensuite les nouvelles contraintes qui accompagnent ces évolutions et leurs conséquences pour les différents acteurs sociaux. Pour terminer, il interrogera le sens de ces nouvelles façons de faire face aux problèmes vitaux actuels.

Retour vers le futur... De l'ouvrier en usine à l'entrepreneur de sa vie

Comme souligné dans un précédent numéro de l'Essor², « la société d'aujourd'hui n'est manifestement plus la même que la société industrielle d'il y a cinquante ans. Les nouvelles technologies, celles de l'information et de la communication se sont développées à grande vitesse. L'émergence des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) permet de connecter à chaque instant les personnes entre elles, et ce, à travers le monde entier. L'économie est toujours plus mondialisée ; chacun(e) est confronté(e) régulièrement à la course à la compétitivité et à la croissance. Dans cette société en mutation, chaque individu est en droit d'avoir un projet ('deviens toi-même'), personnel ('choisis ta vie'), intéressant ('cherche la passion et le plaisir') et cependant réaliste ('prends garde à toi')³. Bref, chacun doit être 'entrepreneur de sa vie' et doit mobiliser les ressources nécessaires pour y arriver. »

Il y a une cinquantaine d'années, le passage de la jeunesse à l'âge adulte s'inscrivait dans un processus attendu et partagé collectivement, y compris sur le plan des valeurs. Beaucoup suivaient les traces de leurs parents, dans des professions ou des rôles sociaux considérés comme utiles pour la société, dans une visée d'ascension sociale à travers les affaires voire les études. L'imaginaire d'un parcours de vie épanouissant et valorisant était le plus souvent partagé, tant sur le plan personnel, familial que professionnel.

Une société d'individus créatifs, compétitifs et connectés sur le marché de l'emploi

Aujourd'hui, cet imaginaire s'est effiloché et a perdu sa crédibilité. On n'est plus sur des rails, il faut « inventer sa vie ». La ligne de vie tracée par la collectivité est petit à petit remplacée par une trajectoire personnelle habitée par l'idée fondamentale d'« être soi-même », qui invite l'individu à penser et à agir selon sa conscience. Dans ce monde en mutation, « la société a besoin d'individus créatifs, compétitifs, connectés sur le web, flexibles, plein d'initiatives, débrouillards, autonomes, qui soient des consommateurs solvables prêts à suivre les modes technologiques [...] et ce sont bien ces individus-là, en tous points conformes aux exigences pratiques de la 'nouvelle société' que nos familles, nos écoles, nos mass médias, nos entreprises et nos institutions s'efforcent de 'fabriquer' en grande série ! »⁴

En observant le marché de l'emploi actuel, on constate que l'évolution vers ce modèle culturel est de plus en plus évidente. Différents articles de presse relativement récents l'illustrent :

- « Des contrats d'intérim signés par SMS »⁵ suite à une récente disposition du CNT (Conseil national du travail) imposant que chaque contrat de travail intérimaire soit dorénavant constaté par écrit au plus tard au moment où le travailleur commence son emploi. Celle-ci ne sera possible que parce que ces contrats pourront, à partir du 1^{er} octobre 2016, être signés par voie électronique. L'article rassure : « Le travailleur aura la possibilité de visualiser son contrat sur un ordinateur, et s'il n'en a pas, dans une bibliothèque qui en dispose ou dans l'agence [intérim] même ».

1 La version longue de cet article est consultable sur le site suivant : www.cefoc.be

2 Ph. PIERSON, *Insertion socioprofessionnelle : une dimension sociale en état d'urgence !*, in l'Essor, n° 63, 1^{er} trimestre 2013, l'Interfédé, pp.4-8.

3 G. BAJOIT, *Éduquer à l'action collective*, pp.2-3, article écrit en mars 2012 suite à sa conférence lors du Colloque « Les champs de l'éducation : graines de changement social » (février 2012), consultable sur le site du Réseau d'information et Diffusion en éducation à l'environnement asbl (Bruxelles) : <http://www.reseau-idee.com/colloque-changement-social/traces/>.

4 G. BAJOIT, *ibidem*.

5 L'Avenir, 26/04/2016.



Miroir Vagabond - Paroles de stagiaires

- « *Pirette l'embauche, séduit par son culot* »⁶ présentant l'initiative d'une dame de 28 ans qui, « *désespérée de trouver un emploi, s'était vendue sur une bache publicitaire. François Pirette est tombé sous le charme de son audace. [...] La jeune femme a été embauchée à durée déterminée.* » Sans inventivité, pas de salut !
- « *Pas de médailles pour nos compétiteurs* »⁷ présentant les résultats du 43^{ème} WorldSkills organisé à Sao Paulo. Ce « *Mondial des métiers* » est une compétition qui rassemble plus de 12.000 jeunes du monde entier qui « *mesurent leurs compétences dans les métiers techniques et manuels* »⁸.
- « *Actiris va proposer ses candidats sur YouTube* »⁹ (janvier 2013) relatant une initiative de l'Office régional bruxellois de l'emploi, qui « *avec la volonté d'avoir une approche moderne [...] a permis à une vingtaine de candidats de réaliser un CV multimédia. [...] Chaque candidat est coaché pendant 2 jours. On lui apprend à maîtriser sa communication verbale et non verbale afin qu'il fasse bonne impression devant la caméra.* ». Ce qui fait dire à un ancien demandeur d'emploi qui a convaincu son nouvel employeur : « *Grâce à mon CV vidéo, j'ai été engagé sans même passer un entretien d'embauche* »...

Le monde de l'emploi adopte progressivement cette évolution culturelle qui met l'accent sur le projet personnel, qui sort du lot et qui séduit. Chacun y a droit. Mais ce droit est aussi un devoir, car chacun est petit à petit appelé à se conformer à ces nouvelles injonctions culturelles. Entre libertés et contraintes : juste une question d'équilibre ?

Moderniser le marché du travail : vive la flexibilité !

Cette évolution culturelle s'accompagne d'une forte pression pour faire évoluer le droit du travail constamment présenté dans un costume trop étriqué pour être en phase avec les besoins actuels tant des entreprises que des travailleurs. Pression renforcée par les objectifs fixés aux États par l'Union européenne dans sa stratégie « Europe 2020 » qui se résume en trois priorités : une croissance intelligente, durable et inclusive (qui vise, entre autres, à « *augmenter le taux d'emploi en*

Europe et à moderniser les marchés du travail et les systèmes de protection sociale »¹⁰).

Et, en effet, l'actualité en Belgique, comme ailleurs en Europe d'ailleurs, est marquée par d'importants projets de modification du droit du travail. Les titres qui ont fait les Unes des journaux sont assez évocateurs pour saisir les orientations en œuvre : « *Comment Peeters veut moderniser le droit au travail* »¹¹, « *La chambre approuve les flexi-jobs dans l'horeca* »¹², « *Adieu la semaine de 38 heures de travail* »¹³, « *Flexibilité des horaires : les patrons veulent (encore) plus* »¹⁴. Bien entendu, syndicats et oppositions politiques ont dénoncé ces options présentées comme un recul sans précédent des conditions des travailleurs. En France, la Loi El Khomri qui réforme le Code du travail provoque d'ailleurs actuellement des remous et des mouvements sociaux d'ampleur telles que les actions collectives « Nuit debout ». De son côté, la FEB s'est réjouie de constater qu'« *on envisage – enfin – un progrès important en matière de flexibilité* ». Recul pour les uns, progrès pour les autres... Pendant ce temps, le train est en marche...

Ces évolutions s'accompagnent de nouvelles contraintes sociales pour ses membres. Quelles sont-elles et comment se traduisent-elles dans le quotidien des gens quand on observe les politiques qui les concernent ?

Du chômeur passif à l'individu activé

Les politiques sociales et de l'emploi développées ces vingt dernières années s'inscrivent dans une nouvelle conception en termes de réponses politiques : l'État social dit « providence »

6 L'Avenir, 13/04/2016.

7 L'Avenir, 18/08/2015.

8 La Libre Belgique, *Bon départ pour les belges au Mondial des métiers*, 14 août 2015.

9 L'Écho, 13/01/2013.

10 www.ec.europa.eu/europe2020/europe-2020-in-a-nutshell/priorities/inclusive-growth/index_fr.htm.

11 La Libre Belgique, 20 février 2016.

12 RTBF, d'après Belga, 22 octobre 2015.

13 La Libre Belgique, 11 avril 2016.

14 La Libre Belgique, 12 avril 2016.

est devenu État social actif¹⁵. Bernard Van Asbrouck résume très bien ce concept dans toute son ambiguïté en inscrivant celui-ci dans « une position inverse de celle qui a présidé au droit social. [...] On pointe indirectement la responsabilité du chômage dans le chef du chômeur et non du marché du travail. [...] Un citoyen doit rendre compte de ce qu'il fait ou ne fait pas en regard du droit social dont il bénéficie. Et, en contrepartie, l'État lui offre les services/ressources nécessaires à sa capacité de répondre de sa responsabilité. Le problème est que la finalité étant l'emploi, les conditions de l'emploi vont tout instrumenter et c'est le marché qui va justifier les comportements, pas la liberté de l'acteur. Il en résulte un transfert de charge vers le citoyen. »¹⁶ Tout est dit sur le changement de perspective opéré.

En termes de contraintes sociales nouvelles, on peut le résumer en peu de mots : « l'activation vers l'emploi ». C'est le cadre auquel le citoyen doit dorénavant se plier s'il veut exister dans la société. Ses points d'appui sont : l'employabilité, la responsabilisation individuelle, l'égalité des chances, la contractualisation, le contrôle des résultats ou la sanction.

Les effets de ce nouvel adage s'observent quasiment au jour le jour. En parcourant les journaux *La Libre Belgique* et *L'Avenir* du mois d'avril dernier, on trouve des titres significatifs : « Tous les minimexés obligés désormais de signer un contrat »¹⁷ (LLB, 5 avril 2016) ; « Le décret 'obligation' vient d'atterrir » (à propos du parcours d'intégration obligatoire, *L'Avenir*, 13 avril 2016) ; « Les exclus du chômage, commune par commune. » (LLB, 28 avril 2016).

Et les gens là-dedans ? Conséquences en termes de socialisation

En plaçant l'activation vers l'emploi comme pierre angulaire de son système, celui-ci génère des effets à double tranchant,



Espaces - Paroles de stagiaires

le phénomène est connu¹⁸. « Être soi-même » tout en s'activant pour trouver un emploi quasi « à tout prix », cela relève du message paradoxal par excellence. Tout le monde n'est pas égal devant ce défi imposé : les ressources manquent, surtout pour certaines franges de la population.

Plus inquiétant, il ne faut pas attendre l'âge adulte pour que le phénomène apparaisse. « Égalité des chances ? L'école est un échec »¹⁹ lisait-on récemment. « Le chômage, la précarité professionnelle et la montée de la pauvreté, qui touche durement les familles monoparentales, placent les enfants des familles les plus démunies dans des conditions d'étude difficiles. Il faut répondre à cette réalité en luttant pour l'égalité des chances ». Bref, les inégalités sociales se traduisent en inégalités scolaires.

Cette injonction fabrique des individus frustrés, déboussolés, en décrochage, en colère, voire « fatigués d'être soi » (dixit Ehrenberg) et en désaffiliation sociale (dixit Castel).

Vers une féodalisation des politiques sociales : du solidaire à l'arbitraire

Mais, au-delà de ces constats, n'assistons-nous pas à un changement plus fondamental en termes de politiques sociales ? Ne passe-t-on pas – sournoisement et sans avoir l'air d'y toucher – d'un modèle social solidaire centralisé à un modèle éclaté qui ouvre le champ à l'arbitraire et à des réponses à plusieurs vitesses ?

Rappelons-nous : à la fin de la deuxième guerre mondiale, la Sécurité sociale va procurer à l'ensemble de la population un certain mieux-être en donnant d'importantes garanties sur le plan social : allocations de chômage, assurance-maladie, allocations familiales, pension. Le rôle de l'État est central : il exerce un pouvoir de médiation entre les partenaires sociaux pour garantir la cohésion sociale.

Ces dernières années, on constate un détricotage progressif de cet équilibre, et ce, à deux niveaux : la protection sociale des personnes passe petit à petit d'un système d'assurance (solidaire) à celui d'assistance ; ces transferts sollicitent de plus en plus les finances des régions et des communes au bénéfice de l'État fédéral.

Les dernières décisions en matière de chômage (limitation de la durée des allocations d'insertion, dégressivité des allocations de chômage, obligation de réussite des études secondaires pour bénéficier du chômage pour les moins de 21 ans, etc.) ont déclenché un phénomène d'exclusion sans précédent (selon la FGTB, elles s'élèveront à 50.000 en 2016). Face à ce phénomène, les CPAS sont appelés à la rescousse... Et donc, en passant d'une allocation de chômage au revenu d'intégration ou à l'aide sociale du CPAS, on assiste à un transfert de dépenses du fédéral vers les communes. Et pas

¹⁵ Voir à ce sujet le n° 74 de l'Essor, *L'État social absurde*, l'Interfédé, 4^{ème} trimestre 2015

¹⁶ B. VAN ASBROUCK, l'Essor, n° 74, p.20.

¹⁷ La Libre Belgique, 5 avril 2016.

¹⁸ Voir l'Essor n° 74, *L'État social absurde*, op.cit.

¹⁹ La Libre Belgique, 26 avril 2016, d'après une étude publiée par l'Institut Itinera.

²⁰ La Libre Belgique, 28 avril 2016.



vers n'importe lesquelles, car ce sont les communes les plus pauvres qui doivent le plus mettre la main au portefeuille : selon Thierry Bodson de la FGTB, « Dans les communes les plus pauvres, on a 1 exclu pour 100 habitants [...]. Dans les plus riches, on est autour de 1 pour 1.000 »²⁰.

Par ailleurs, l'élargissement du contrat PIIS²¹ à l'ensemble des bénéficiaires du RIS renforce cette logique selon laquelle la protection sociale doit se mériter. Si le but du ministre est « d'investir dans une politique permettant à ces personnes de se réintégrer durablement dans la société et de retrouver le chemin du travail », force est de reconnaître que les nouvelles contraintes que ce contrat imposera à des personnes, pour beaucoup déjà fragilisées par d'autres dispositifs (exclusion du chômage, difficulté à entrer en formation, etc.), relèvent également de l'injonction paradoxale et reposent sur de l'illusion.

Mais, plus inquiétant encore : si le signataire du contrat PIIS ne respecte pas celui-ci, des sanctions sont prévues sous forme de suspension du revenu d'intégration (RIS) pour une période temporaire. Ce cas de figure reporte encore le poids financier sur les CPAS (ou les communes). En finale, il reviendra à ceux-ci de décider s'ils remplacent ce RIS par une aide financière pour les individus sanctionnés, avec tout l'arbitraire que cette situation suppose dans le chef des assistants sociaux ou des Conseils de l'action sociale. Et, en cas de refus, quid pour ces personnes ?

Dans un tel contexte, il ne faut plus s'étonner de voir se multiplier des soupes populaires, des épiceries sociales et des distributions de colis alimentaires dans divers lieux d'accueil



Pop Up

et associations qui, jusque-là, ne devaient pas se préoccuper de cet aspect de l'aide aux personnes. On est bien loin du modèle de solidarité entre riches et pauvres institué par la Sécurité sociale.

En forçant quelque peu le trait, on pourrait comparer cette évolution à la décadence qu'a connu le Moyen Âge quand le pouvoir central a perdu son autorité au profit des pouvoirs régionaux et locaux qui se sont retrouvés libres de mener leurs propres politiques avec toute la liberté et le risque d'arbitraire que cela suppose. Vous avez dit féodalisation du social ?

Pour conclure : des espaces de vie et d'éducation qui ont du sens pour l'humain

« Il ne s'agit plus de réguler le travail des femmes et des enfants, d'instaurer la journée de huit heures comme cela s'est fait au début du XX^e siècle. Il ne s'agit plus de constituer définitivement le droit du travail et d'instaurer le régime de la Sécurité sociale comme après 1945. À présent, l'enjeu est de reprendre la main sur l'économie pour sortir de l'état pitoyable dans lequel nous nous trouvons. Ce nouveau saut réformiste ne nous délivrera pas du capitalisme. Mais il rendra nos sociétés plus vivables », affirmait récemment le philosophe Marcel Gauchet²².

Les politiques d'activation augmentent les inégalités, les exclusions et la pauvreté. Elles sacrifient l'humain en le désaffiliant au risque de le renvoyer aux oubliettes. Le vécu quotidien des gens confrontés à ces réalités n'est plus « vivable » ! Remettre l'humain et sa dignité au centre des défis vitaux, voilà l'urgence en termes de politique sociale. Beaucoup diront que c'est utopique. Pourtant, de plus en plus de réflexions vont dans cette direction, tel l'économiste Richard Layard qui ose revendiquer une « Économie du bonheur » : « Si nous voulons que nos sociétés [...] s'élèvent vers un plus haut plateau, nous devons nous concentrer sur les sources du bonheur, ce bonheur qu'il est toujours possible d'accroître puisqu'il provient d'activités à somme positive où chaque protagoniste est gagnant lors de l'interaction. Cela signifie que nous devons accorder beaucoup plus d'attention aux relations humaines et moins à la croissance économique. »²³

Beaucoup d'associations, aujourd'hui, s'inscrivent dans cette visée altruiste de l'action et de l'accompagnement social, en rupture et en résistance face aux conséquences des politiques de l'État social actif. Et s'il s'agissait là des prémices du modèle culturel de demain ? ●●●●●

Philippe PIERSON,
Formateur permanent au Cefoc²⁴

21 PIIS : Projet individualisé d'intégration sociale. Voir à ce sujet : *Tous les minimexés obligés désormais de signer un contrat* (La Libre Belgique, 5 avril 2015) et l'article de Christine MAHY et Jean BLAIRON, *CPAS, majorité fédérale et mensonges d'État*, Intermag.be, RTA, avril 2016.

22 A. BADIOU et M. GAUCHET, *Que faire ? Dialogue sur le communisme, le capitalisme et l'avenir de la démocratie*, Paris, Philo éditions, 2014, pp.80-81.

23 M. RICARD et T. SINGER, *Vers une société altruiste*, Mayenne, Allary Editions, 2015, p.140.

24 CEFOC : Le Centre de Formation Cardijn est une association d'éducation permanente, reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui développe des formations pour des adultes issus ou solidaires des milieux populaires. www.cefoc.be



Vous avez dit changement ?

Pour conduire sa voiture dans de bonnes conditions, il faut regarder régulièrement dans le rétroviseur. Réfléchir au changement, c'est pareil : « Pour comprendre l'Europe occidentale dans laquelle nous vivons, il faut remonter à l'Antiquité grecque », affirme Guy Bajoit¹ ! Sans aller jusque-là, il est essentiel de faire un détour pour poser un cadre théorique à la notion de changement.

En reprenant les travaux du sociologue Guy Bajoit², on peut formuler l'hypothèse que les modèles culturels successifs de l'Europe occidentale « ont été produits par des acteurs sociaux pour agir sur leurs conditions d'existence, pour chercher des solutions aux problèmes vitaux que leur posait leur vie collective. Ce serait pour donner du sens à leurs relations sociales et à leurs logiques d'action qu'ils auraient déployé leur créativité culturelle et inventé les modèles culturels qui, tout au long de notre histoire, se sont accumulés et entremêlés pour former peu à peu la culture de l'Europe occidentale ». La « théorie sociologique de l'histoire » que développe Bajoit peut se résumer à travers le schéma suivant : « Dans les conditions d'existence objectives et subjectives qui sont les siennes, en un temps et en un lieu donné, pour légitimer leurs actions, les acteurs créent de la culture et ainsi, ils agissent sur leurs conditions d'existence. Pour y trouver des solutions, ses membres organisent leurs relations sociales dans cinq champs relationnels. La pratique de ces relations fait d'eux des acteurs sociaux et ceux-ci s'engagent dans des logiques d'action. Toute collectivité humaine cherche à résoudre les cinq problèmes vitaux que lui pose la vie collective ». Les problèmes vitaux correspondent à cinq questions que, selon Bajoit, toutes collectivités se posent³ :

- quelle production et quelle gestion de nos ressources pour satisfaire les besoins de consommation des membres actuels et futurs de nos collectivités ?
- quelles relations avec les autres collectivités pour vivre en paix et tirer profit de nos échanges avec elles ?
- quel ordre politique interne pour que chacun sache ce qui est permis et interdit, et qu'il soit jugé et puni s'il transgresse ?
- quelles relations entre les divers groupes d'intérêts qui composent notre collectivité afin qu'ils coexistent pacifiquement ?
- quelle socialisation de nos membres (venus par naissance ou par immigration) de manière à ce qu'ils s'intègrent à notre collectivité et y trouvent leur place ?

Selon Bajoit, « une collectivité ne peut survivre longtemps si elle ne résout pas toutes ces questions. [...] Selon les circonstances historiques, les conditions d'existence d'une collectivité peuvent rendre certains problèmes plus vitaux que d'autres. Il lui faudra alors s'en occuper prioritairement parce que, de leur résolution, dépendra celle des autres. » Ajoutons encore que, pour survivre, la résolution des problèmes vitaux « implique qu'elle impose à ses membres certaines contraintes sociales :

- elle contraint une classe productrice à fournir un surtravail pour produire un surplus de richesses ;
- elle contraint ses membres à se plier aux exigences de ses échanges avec d'autres collectivités (notamment, au besoin, à leur faire la guerre) ;
- elle les contraint à se soumettre à des coutumes ou des lois et aux sanctions qui punissent les déviances ;
- elle contraint chacune des catégories sociales qui la constituent à renoncer à une partie de ses intérêts, à accepter des compromis ;
- elle contraint tous ses membres à se soumettre à des normes dans l'accomplissement de leurs rôles sociaux. »⁴

Aujourd'hui, que sont ces contraintes devenues ? Quels sont les compromis actuels ? Quelles évolutions peut-on observer ? Quels sont les problèmes vitaux et les réponses qui prennent le dessus aujourd'hui ?

Pour répondre à ces questions, il s'agit d'interroger d'abord le modèle culturel actuel en observant la mutation du monde de l'emploi et du travail. On identifiera ensuite les nouvelles contraintes qui accompagnent ces évolutions et leurs conséquences pour les différents acteurs sociaux. Pour terminer, on interrogera le sens de ces nouvelles façons de faire face aux problèmes vitaux actuels. ●●●●●

Philippe PIERSON,
Formateur permanent au Cefoc

1 G. BAJOIT, note de présentation du livre *Le modèle culturel civique de la cité grecque*, Louvain-La-Neuve, Éditions Academia-L'Harmattan, 2015.

2 Voir aussi : G. BAJOIT, *La maison du sociologue*, Louvain-La-Neuve, Éditions Academia-L'Harmattan, 2015 et *Le changement social*, Paris, Armand Colin, 2003.

3 G. BAJOIT, *La Maison du sociologue*, op.cit., p.21.

4 G. BAJOIT, *La Maison du sociologue*, op.cit., pp.26-27.

Des actions citoyennes concrètes

Les centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) sont convaincus que le changement ne peut se faire que par et avec les personnes. C'est l'une des raisons pour laquelle ils investissent dans des actions citoyennes concrètes avec les stagiaires et les travailleurs pour comprendre, prendre du recul, se forger une opinion, s'exprimer, être pris en compte et agir. Rencontre avec Caterina, Lydia, Pierre et Véronique¹.

Des questions qui préoccupent les apprenant-e-s

Il y a déjà plusieurs années que Lire et Écrire Hainaut Occidental (LEE HO)² a créé un groupe spécifique pour traiter des questions de citoyenneté rassemblant sur base volontaire des personnes en formation. À l'occasion des élections communales de 2012, ces apprenants ont invité les différents candidats des partis politiques à un petit déjeuner, dans l'objectif de débattre des propositions relatives à l'alphabétisation. Après les élections, le groupe a souhaité suivre les résultats concrets apportés dans les communes suite à leurs revendications. Malheureusement, le groupe s'est peu à peu essoufflé en l'absence ou en raison de la faiblesse des retours qu'il a pu obtenir.

Une nouvelle tentative a vu le jour sous la forme d'un groupe collaboratif issu d'une réflexion commune autour du comment faire sur les moyens d'amener des actions citoyennes pertinentes. Pour l'équipe, il était indispensable de mieux cerner les objectifs, d'aboutir à du concret, de formaliser des règles de groupe, d'obtenir un effet retour. C'était également la demande des apprenants. Ceux-ci souhaitaient en effet aborder des thématiques qui les concernent directement, qui répondent à des difficultés qu'ils rencontrent.

C'est donc assez naturellement que les apprenants ont voulu travailler sur toutes les questions liées au logement. Bien souvent eux-mêmes ou leurs proches rencontrent des problèmes liés au logement. Comme les membres du groupe étaient conscients que seuls ils n'avaient pas beaucoup de poids en la matière, ils se sont intéressés aux actions du Collectif Droit au Logement (le DAL) de Tournai. Celui-ci organise des interpellations, des débats politiques à travers une plateforme³. Le groupe citoyen de LEE HO est donc devenu un partenaire à part entière. Lors d'une action autour des élections, il a été associé et consulté. Le suivi des résultats de ces élections s'est encore fait avec le DAL, ce qui a permis d'éviter les déceptions et l'essoufflement de l'expérience passée.

Pour Pierre, formateur chez LEE HO, il est très complexe d'évaluer « ce que cela a permis ». Les apprenants ont compris combien il est difficile de partir « d'un cri, d'une rage, d'un désespoir » pour formuler une revendication politique. Ils ont compris que les « actions concrètes » c'était d'abord

rencontrer et interpeller le politique. Ils ont vu combien le processus est lent et difficile, qu'il a ses limites, mais aussi combien il est mobilisateur. Ils ont eu en effet le sentiment que la démarche était porteuse. L'objectif était bien d'arriver à poser les bonnes questions, d'être pertinents dans les interpellations.

Les apprenants ont expérimenté la méthodologie du groupe collaboratif et participatif. Ils ont perçu l'importance de porter la parole vers des relais pour rompre l'isolement, aller jusqu'au bout du processus, être acteur, s'engager. Les problèmes de société concernent en effet la majorité des apprenants. Le groupe est véritablement un moteur porteur de changement. Voilà autant de pratiques qui peuvent être transférées au quotidien après la formation.

1 Caterina Morabito, Lydia Magnoni, Pierre Mercier et Véronique Majerus sont respectivement : formatrice chez LEE CMB, rédactrice en chef de l'Essentiel, formateur chez LEE HO, formatrice chez LEE Luxembourg.

2 <http://www.lire-et-ecrire.be/Qui-sommes-nous-604>

3 <http://www.daltournai.be/>



De l'individuel au collectif

Pour Caterina, de Lire et Écrire Centre Mons Borinage, le point de départ de la création du groupe « Agir Collectivement » (groupe qui mène des actions d'Éducation populaire) a été la prise de conscience par les apprenants des nouvelles mesures d'activation. Pour le groupe « Agir collectivement », il fallait agir, mais aussi surtout comprendre les mécanismes de protection sociale. Les apprenants ont donc proposé d'expliquer la Sécurité sociale à tous les groupes de formation, et ce à l'occasion d'une journée programmée sur ce thème. Les mouvements fondateurs de LEE ont été invités à répondre à leurs questions. En lien avec les nouvelles mesures d'activation, le groupe a réalisé une pièce de théâtre et un cahier de revendications pour le Gouvernement fédéral qui a également été déposé au domicile d'Elio Di Rupo.

La thématique de l'État social actif a été déclinée par la suite à diverses occasions : lors du festival Pop Up⁴ à travers des photos et la création d'un texte sur les préjugés ; le 8 septembre 2015, lors de la Journée internationale de l'alphabétisation à l'aide d'une expo réalisée sur les « absurdités » engendrées par l'État social actif. Une ligne du temps qui montre le passage de l'État providence à l'État social actif va être également construite par les apprenants. Celle-ci sera installée dans l'espace public avec l'aide des mouvements syndicaux afin de montrer le tricotage et le détricotage de notre Sécurité sociale.

De ce travail en profondeur, il est envisagé de créer une plateforme alimentée par les syndicats et les acteurs du secteur associatif pour offrir des ressources aux apprenants. À terme, l'objectif est de rédiger un manuel de l'auto défense contre l'État social actif incluant des ressources et des alternatives. Et pourquoi pas un mode d'emploi en attendant de trouver un emploi ?

Ensuite, le groupe a voulu réaliser un documentaire tout d'abord autour de ses revendications citoyennes. Il a décidé de faire appel au GSARA⁵ pour bénéficier de ses compétences en matière audiovisuelle et réaliser un projet collectif. Ce projet a finalement abouti à la création d'un DVD intitulé « Paroles libres »⁶ qui présente quatre portraits, quatre témoignages autour de la question des inégalités scolaires, mais aussi des mamans seules ayant des difficultés de lecture et d'écriture. Ce projet a été l'occasion de nombreux apprentissages comme le processus de création d'un documentaire, mais aussi l'analyse critique des médias.

Pour « Agir collectivement », il s'agit de partir de situations insatisfaisantes individuellement pour construire une préoccupation collective. Face à une situation préoccupante, la personne ne doit plus faire face seule. Selon Caterina, ces initiatives démontrent toutes les compétences des personnes en formation.

Des ressources

Lydia, rédactrice en chef du journal de la Funoc L'Essentiel, estime qu'il est important de fournir aux personnes en formation des outils et des ressources. C'est en quelque sorte la



En vies d'avenir - Paroles de stagiaires

vocation du journal L'Essentiel⁷ qui propose aux stagiaires des informations « simples comme bonjour », rédigées de manière claire et accessible, sur des sujets d'actualité.

Cet outil pédagogique a pour objectif de ramener dans la sphère de l'écrit les publics qui en sont traditionnellement exclus. Il se construit à partir des préoccupations des groupes d'apprenant-e-s mais aussi à la demande de l'équipe, à la lumière de l'actualité qui touche les stagiaires (les attentats, les Panama papers, la Journée mondiale du refus de la misère, la Semaine de la langue française...). Chaque semaine, de nouveaux articles traitent de thématiques sociales. Le journal contient des dossiers thématiques, présente les activités des associations, leur offre de formation, leurs publications. Un forum permet de réagir à chaque article.

Pour Lydia, en rassemblant les thématiques, en les inscrivant dans l'histoire, on montre ainsi que des thèmes peuvent être séculaires. Cela ouvre la réflexion, le regard critique. En effet, les apprenants ne connaissent pas le contexte, ils ne savent pas toujours dans quel jeu ils jouent, ce qui les fragilise énormément alors qu'ils le sont déjà au départ. L'Essentiel est aussi un aiguillon, car il a la volonté de relayer des actions des groupes de la Funoc autour des thématiques abordées, mais aussi d'autres associations.

4 Cf. « Pop Up, un virage culturel se propage dans le secteur de l'ISP », Françoise Robert, Essor 72, page 22.

5 www.gsara.be : reconnu en tant que mouvement d'Éducation permanente, le GSARA est composé de six régionales qui visent, via des ateliers, l'analyse critique des médias, de leurs formes et de leurs contenus et proposent des programmes d'expression autour de la vidéo, de la radio, de la photo et des autres outils de l'image et du son.

6 Cf. « Paroles libres ». Réalisation d'un documentaire avec pour devise : « Créer c'est résister. Résister, c'est créer. », Caterina Morabito, Journal de l'Alpha 200, la Pédagogie de Projet.

7 Voir en ligne : www.journal-essentiel.be



Découvrir son environnement pour réagir et passer à l'action

Véronique rejoint en janvier 2013 l'antenne de formation de Lire et Écrire à Vielsalm, en Province du Luxembourg en tant que formatrice. Ce sont une commune et une région décentrées, plus proches des réalités liégeoises que luxembourgeoises (par exemple, la mobilité y est mieux organisée vers la province de Liège).

Le groupe en formation est hétérogène : les profils, compétences et objectifs des participant(e)s, leurs demandes sont nombreuses et différentes. Comment trouver une question qui rassemble le groupe et produise du changement ?

Une observation apparaît. C'est bien la méconnaissance de l'environnement qui caractérise le groupe, la formatrice y comprise. En quoi cette méconnaissance est-elle un frein ? Comment se mobiliser et agir pour faire de la contrainte une opportunité ? Quel support fournir pour sortir d'une situation inconfortable ?

Une idée se forge avec l'objectif de concrétiser la démarche de recherche de découverte de l'environnement par la rédaction d'un « carnet de ressources » propre à chacun.

Le carnet sera organisé en fonction des préoccupations personnelles (logement, emploi, santé...). Il s'inspirera du concept du Guide du Routard. L'idée a enthousiasmé le groupe qui s'est mis en marche et en recherche de solutions locales à Vielsalm. C'est à ce stade de la démarche qu'un des ateliers proposés dans le programme de l'Université de Printemps de Lire et Écrire, au mois d'avril 2013, apporte une réelle opportunité, par ses objectifs et son contenu, et ses ressources d'outils en termes de découvertes et d'appropriation. Voilà une démarche de transfert de formation réussie.

Les apprenant(e)s ont découvert la Maison de l'emploi, l'Office du tourisme. Ils-Elles sont allé-e-s à la rencontre du CPAS, de la mutuelle, de l'EFT La Trêve. Ils-Elles s'y sont présenté-e-s, ont pris connaissance des leviers, des droits, des engagements mutuels. Ils-Elles se sont demandé-e-s pourquoi dans ce bout du monde, il y avait des maisons de maître, ont fait des recherches historiques et ont alors découvert que les carrières d'extraction de pierres, dont il ne reste qu'une petite exploitation et un musée, avaient entre autres assuré l'essor de la région. Ils-Elles ont démythifié des lieux et maisons dont on n'ouvrait pas les portes jusque-là.

Ils-Elles ont travaillé leur demande pour mieux la porter tout en prenant conscience des enjeux. Pour Véronique, l'extérieur fait peur, produire du collectif génère de la confiance, un sentiment d'appartenance. Quelque chose a changé !

À la fin du projet, les personnes ont accepté que l'on partage leur cheminement dans le Journal de l'Alpha⁸. Il s'agit clairement d'une reconnaissance.

Des leviers pour faire aboutir les projets

Caterina, Lydia, Pierre et Véronique sont unanimes, la participation citoyenne constitue un plus pour les personnes en formation. Amener les personnes à faire partie d'un groupe et de la société est indéniablement un acte pédagogique émancipateur. C'est l'un des fondements de la mission poursuivie par les CISP.

⁸ Voir pour cette action, « Mon quartier... pas à pas. Deux jours pour apprendre à découvrir son quartier. » Véronique Majerus, Journal de l'Alpha 192, Pédagogies émancipatrices et citoyennes.



Agir Collectivement - Lire et Écrire Centre Mons Borinage



Miroir Vagabond/Théâtre des travaux et des jours -
Paroles de stagiaires

C'est ce que nous dit également Paulo Freire dans la *Pédagogie des opprimés*⁹. L'éducation est un chemin qui mène à la liberté lorsque les gens deviennent conscients de leur oppression et qu'ils transforment leur état. Cela amène ensuite un processus permanent d'action culturelle qui favorise l'émancipation.

Sans cette action citoyenne, l'action de formation est moins performante : « *On n'y pense même pas !* ». Dans la formation, il y a lieu de considérer les personnes dans leur globalité et donc dans leur citoyenneté. Il s'agit véritablement d'aller vers « l'apprendre à apprendre » en apprenant autrement.

Les personnes reprennent du pouvoir, deviennent conscientes qu'elles sont des citoyennes à part entière. Pour comprendre une situation problème, il faut savoir la situer, l'intégrer dans un ensemble pour qu'elle devienne collective. À plusieurs, on a davantage d'emprise. De plus en plus de personnes n'ont plus le droit à la parole libre. Leur donner place, leur permettre de se questionner, c'est ouvrir les possibles.

Travailler en partenariat avec d'autres organismes (les syndicats, les CPAS, les associations, les Maisons de l'emploi, les Centres culturels) apporte de la légitimité. Chacun-e investit le projet selon ses compétences pour plus de complémentarité et plus d'égalité.

Des incontournables

Parmi les facteurs de réussite, il est nécessaire de prendre en compte le temps : celui de l'apprenant, du partenaire, de l'équipe, de l'institution et de son cadre d'action. Il est bon d'associer tout le monde pour construire une ligne du temps qui agréé les personnes. Il est nécessaire d'évaluer pour avancer. Il est essentiel que le projet soit porté par l'institution pour éviter que le travailleur ne se retrouve en tension avec ses collègues notamment.

Pour sortir les personnes de l'oppression et engager un processus démocratique dans un groupe, il faut pouvoir alimenter ce dernier, cela ne s'improvise pas et ne se réalise pas du haut vers le bas. Soutenir la participation citoyenne suppose que l'on entende et respecte le projet des personnes.

Les personnes arrivent en formation avec dans leur bagage des situations d'urgence, une culpabilité résultant des tensions qu'elles subissent. Cet état de fait génère des difficultés à les mobiliser sur du long terme. Il faut faire du lien entre le quotidien de l'apprenant et le contexte de l'association.

Pour venir en formation, la personne doit se sentir en sécurité (financière, alimentaire, pédagogique). La satisfaction des besoins élémentaires constitue le socle d'un apprentissage réussi.

Tout apprentissage confronte enfin au questionnement, à l'incertitude. La formation engendre des changements chez les apprenants. Leur cellule familiale, leurs proches ne sont pas toujours prêts à accueillir ces bouscullements des habitudes. Les apprenants sont tiraillés, car ils sont loyaux à leur groupe social. Inévitablement, leurs nouveaux savoirs les font quitter leur communauté de base. Leur situation nouvelle peut les isoler un peu plus. Il est donc essentiel de prendre en compte ces constats pour outiller les personnes en formation dans la gestion du changement. Leur famille devient alors un facteur de soutien.

Au bout du compte, des personnes en formation se mobilisent pour rejoindre un réseau, un groupe d'action citoyenne : les Travailleurs sans emploi, la Croix Rouge... pour continuer à agir. En restant informées, en échangeant autour d'elles, elles deviennent des relais, des porteuses de savoirs et de connaissances. ●●●●●

Article rédigé par

Véronique DUPONT,

Rédactrice en chef de l'Essor et
Chargée de projets pour la fédération Aleap

En collaboration avec

Lydia MAGNONI,

Journal L'Essentiel (Funcoc)

Véronique MAJERUS,

Lire et Ecrire Luxembourg

Pierre MERCIER,

Lire et Ecrire Hainaut Occidental

Caterina MORABITO,

Lire et Ecrire Centre-Mons-Borinage

⁹ Paulo Freire est un pédagogue brésilien. Il est surtout connu pour ses efforts d'alphabétisation visant les personnes adultes de milieux populaires, une alphabétisation militante, conçue comme un moyen de lutter contre l'oppression.



Lire et Écrire Centre Mons Borinage

Lire et Écrire Centre Mons Borinage (LEE CMB) est un organisme d'alphabétisation (insertion socioprofessionnelle) et un mouvement d'Éducation permanente. L'association couvre la région du Centre du Hainaut ainsi que celle de Mons, avec ses entités périphériques de la région boraine.

La formation proposée par LEE CMB a pour objectifs de permettre aux apprenants de développer, d'acquérir les capacités pour :

- participer au monde social, économique, culturel et politique en développant des compétences d'analyse et de réflexion visant l'émancipation individuelle et le changement des rapports sociaux,
- mobiliser des compétences sociales,
- rechercher un emploi,
- entamer une formation professionnelle,
- se réorienter.

Pour ce faire, LEE CMB a mis en place un dispositif Alpha Métiers au sein de son association afin de mieux cibler les besoins des apprenants d'une part, et d'autre part pour les préparer à aller vers la formation pré qualifiante ou

qualifiante et vers l'emploi, et ce en ayant un parcours le plus adapté à leur projet professionnel et le plus court possible. Cela devient possible grâce aux partenariats créés avec d'autres CISP. De plus, le dispositif Alpha Métiers est adapté en fonction de la réalité socio-économique de la région Centre Mons-Borinage.

Le dispositif Alpha Métiers est composé de la façon suivante :

- **Alpha FLE** : pour les personnes ne maîtrisant pas les compétences orales en français et ayant des difficultés en lecture et en écriture dans sa langue maternelle.
- **Alpha transversal** : pour développer les compétences de lecture, d'écriture et de mathématiques pour comprendre son environnement, susciter la réflexion, l'analyse critique et l'action collective.
- **Alpha orientation métier** : pour l'apprenant qui s'inscrit dans un projet d'insertion socioprofessionnelle. Le dispositif alpha orientation métier est organisé en 4 filières : Vente et animateur, Horeca, Bâtiment et espaces verts, Aides aux personnes.

Personne de contact :

Caterina MORABITO ; tél. : 064/31 18 80.

Pour en savoir plus :

<http://www.lire-et-ecrire.be/centremonsborinage>



Agir Collectivement - Lire et Ecrire Centre Mons Borinage



Agir Collectivement - Lire et Ecrire Centre Mons Borinage



Le Journal L'Essentiel à la FUNOC¹

La FUNOC (Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi) développe, depuis 1977, un ensemble de dispositifs de formation s'adressant aux jeunes et adultes peu qualifiés et peu scolarisés de la région de Charleroi.

La FUNOC est un centre d'insertion socioprofessionnelle (CISP) reconnu par la Région wallonne pour ses activités de formation. Les formations sont organisées dans trois implantations différentes : Gilly, Charleroi et Monceau.

Le projet de la FUNOC vise à développer avec les personnes en formation une prise de conscience et une connaissance critique des réalités, des capacités d'analyse de la société dans laquelle elles vivent en vue de développer chez elles une participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

Au sein de ses formations, la FUNOC a toujours encouragé l'utilisation de méthodes d'Education permanente. Des méthodes qui encouragent l'expression et la participation citoyenne. Le projet de *L'Essentiel* s'inscrit dans ce cadre.

*L'Essentiel*², journal pédagogique d'informations générales et sociales, est un outil édité par la FUNOC depuis 1990, d'abord en version papier, puis, depuis 2001, en version électronique (www.journal-essentiel.be).

Il veut faciliter la compréhension du monde et donner des outils aux apprenants pour réfléchir à ce monde et y jouer leur rôle de citoyen. En d'autres termes, *L'Essentiel* est un journal pédagogique, mais aussi un journal en ligne à part entière. Il s'adresse à un public peu familiarisé avec l'acte de lecture, et pas du tout familiarisé à la lecture de la presse. Aujourd'hui, le travail quotidien de *L'Essentiel* s'articule autour de la publication de cahiers en ligne.

Dans chacun de ses cahiers, *L'Essentiel* propose :

- une réécriture de thématiques d'actualité,
- un « cahier du cahier »,
- un accompagnement pédagogique,
- et un espace permettant aux lecteurs d'interagir.

Sur base de ces cahiers, que l'équipe veut en prise directe avec la réalité des apprenants, on recherche des prolongements citoyens dans la vraie vie. Différents projets sont ainsi menés autour et par *L'Essentiel*.

Personne de contact : Lydia MAGNONI ;
tél. : 071 27 06 00

Pour en savoir plus : <http://www.journal-essentiel.be>



1 FUNOC : Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi, 19 avenue des Alliés, 6000 Charleroi ; Tél.071/27 06 00 ; funoc@funoc.be ; <http://www.funoc.be> - Directrice : Joëlle Van Gasse

2 L'Essentiel, 19 avenue des Alliés, 6000 Charleroi ; Tél. 071/27 06 00 ; l.magnoni@funoc.be ; <http://www.journal-essentiel.be> ; Rédactrice en chef : Lydia Magnoni

Lire et Écrire Hainaut Occidental

Fondée par les mouvements ouvriers chrétien et socialiste, Lire et Écrire Hainaut Occidental (HO) lutte pour le droit à l'alphabétisation depuis 1985. L'association développe des pédagogies émancipatrices et participatives qu'elle met en œuvre sur l'ensemble de la Wallonie picarde avec de nombreuses personnes désireuses de s'alphabétiser.

Elle accueille chaque année près de 250 personnes désireuses d'apprendre à lire, écrire et calculer et organise annuellement près de 50.000 heures de formation. Ses dispositifs s'adressent tant aux demandeurs d'emploi qu'aux travailleurs ou encore aux personnes en désaffiliation sociale.

Reconnue mouvement d'Éducation Permanente et Organisme d'Insertion Socio-Professionnelle, Lire et Écrire HO considère que l'alphabétisation n'est pas une fin en soi, mais un outil pour atteindre des objectifs d'émancipation individuelle et collective dans une perspective de transformation de notre société. Il s'agit d'apprendre à parler, lire, écrire, calculer pour... soutenir la scolarité des enfants, trouver du travail ou maintenir son emploi, accéder à d'autres formations, sortir de chez soi, se débrouiller seul, comprendre le monde dans lequel on vit, y prendre une part active, critique et solidaire... et participer à la transformation des rapports sociaux, économiques, politiques et culturels dans une perspective d'émancipation, de participation des personnes et de changement social vers plus d'égalité.

Parallèlement à l'organisation de formations aux savoirs de base, l'association organise des actions de formation des acteurs socioculturels ainsi que des actions de sensibilisation. Les unes visent la professionnalisation des intervenants en alphabétisation, les autres permettent d'attirer l'attention du grand public et des politiques sur la persistance de l'illettrisme.

Au-delà de permettre aux personnes qui le souhaitent de s'alphabétiser, sa volonté est de mettre la question du droit à l'alphabétisation au cœur des débats, de lever le tabou lié à l'illettrisme et d'associer les 10 % d'adultes en situation d'illettrisme au développement socio-économique de la Région.

L'asbl dénombre plus de 150 partenaires en Wallonie picarde pour lesquels le droit à l'alphabétisation est devenu un enjeu : centres culturels, entreprises, communes, opérateurs de formation, sociétés de logements sociaux, hôpitaux, etc.

Elle porte la question de l'alphabétisation dans des lieux stratégiques pour faire valoir les droits des personnes de milieux populaires : Plan de Cohésion sociale, Plateforme d'accueil pour l'intégration des personnes d'origine étrangère à Tournai, réseau « Mouscron Terre d'accueil », Collectif de lutte contre la pauvreté, Forum de la Société Civile de l'Eurométropole... Aujourd'hui, la question du droit à l'alphabétisation fait partie intégrante du projet de territoire « Wapi 2025 ».

Personne de contact : Pierre MERCIER; tél.: 069/22 30 09

Pour en savoir plus : <http://www.lire-et-ecrire.be/hainautoccidental>

Pierre MERCIER,
Formateur Lire et Écrire Hainaut Occidental



Porteurs de résistance - Pop Up



Par les stagiaires de Chantier - Paroles de stagiaires



Lire et Écrire Luxembourg

L'alphabétisation pour l'émancipation...

En 1986, Lire et Écrire Luxembourg se voit confier, par le Mouvement ouvrier chrétien et la FGTB, la mission de former des adultes peu, pas ou mal scolarisés dans leur langue maternelle.

Reconnue **Mouvement d'Éducation permanente** et agréée **Organisme d'insertion socioprofessionnelle**, LEE Luxembourg se mobilise pour l'alphabétisation pour tout adulte qui le souhaite, quel que soit son statut, son projet et ses objectifs et qui est en demande et /ou en besoin de renforcer ses compétences de base (niveau Certificat d'Études de Base) dans une perspective d'émancipation individuelle et collective.

Parce qu'il est également essentiel de travailler sur les causes et conséquences de l'illettrisme, l'asbl s'investit dans une mission de **sensibilisation** et d'interpellation politique de manière à soutenir les personnes en grandes difficultés avec la langue.

L'apprentissage de la langue n'étant pas une fin en soi, mais une étape utile, parfois une condition nécessaire à l'autonomie, à la réalisation des projets, d'ordre personnel, familial, professionnel ou autre, l'alphabétisation se veut un outil d'expression au service d'une citoyenneté mieux intériorisée, d'une meilleure compréhension des réalités sociales, culturelles, économiques, politiques, administratives.

L'accueil et l'accompagnement...

Les moments de l'accueil et de l'accompagnement sont organisés de telle sorte que chaque personne concernée puisse entreprendre une démarche de formation cohérente par rapport à son projet et ses objectifs.

Ces moments sont portés par la fonction d'agent d'accueil, de guidance et d'orientation. Il s'agit d'assurer l'accueil, le suivi, la guidance et l'orientation sociale et/ou professionnelle et/ou pédagogique des apprenants.

Les formations...

Un large dispositif de formations en alphabétisation, gratuites et décentralisées, est organisé dans toute la province de Luxembourg : Libramont, Bastogne, Virton, Athus, Arlon, Bouillon-Paliseul, Florenville, Barvaux, Vielsalm, Neufchâteau.

- En alphabétisation orale :
Pour toute personne, à partir de 18 ans, ne sachant pas parler le français, peu ou pas scolarisée dans sa langue maternelle.
- En alphabétisation :
Pour toute personne, à partir de 18 ans, sachant parler le français, peu ou pas scolarisée dans sa langue maternelle.
- Alphabétisation des travailleurs :
Un cours du soir est ouvert aux travailleurs, la formation « Alpha » est reconnue comme formation professionnelle dans le cadre du Congé éducation payé.

Personne de contact : Véronique MAJÉRUS; tél.: 0800 99 139

Pour en savoir plus : <http://www.lire-et-ecrire.be/luxembourg>

Véronique MAJÉRUS,
Formatrice Lire et Écrire Luxembourg



Accompagner les stagiaires à développer leur pouvoir d'agir, c'est aussi développer le sien !

L'approche centrée sur le Développement du Pouvoir d'Agir (DPA) implique que l'accompagnateur adopte une posture professionnelle dite de « passeur », qui l'invite à éviter de prescrire des solutions, à prendre en compte systématiquement le point de vue des personnes accompagnées ainsi que les aspects individuels, mais aussi structurels de la situation ce qui au final favorise la motivation des personnes accompagnées et leur mise en mouvement. Regard sur une formation proposée à l'Interfédé.

Qu'est-ce que le développement du pouvoir d'agir ?

Plus qu'une technique, cette « approche » centrée sur le développement des personnes et des collectivités passe avant tout par l'expérimentation du DPA par les professionnels participants à la formation à partir des problèmes (et non de la demande ou du besoin) évoqués ou de leurs « irritants récurrents » vécus dans leurs réalités professionnelles. Nous avons toutefois contextualisé cette formation en partant de la notion complexe d'insertion et des logiques à l'œuvre dans ce champ particulier.

Nous avons pu ainsi définir la notion du Développement du Pouvoir d'Agir comme l'appropriation d'un plus grand pouvoir ou d'une mise en mouvement, d'une mise en actions, sur quelque chose d'important pour la personne et/ou la collectivité.

Le DPA n'est pas de l'injonction à agir et ne contribue pas à l'idéologie de l'État social actif dont nous savons qu'il cause des dégâts auprès des personnes très défavorisées et des échecs dans les parcours d'insertion notamment professionnels. Il s'agit pour le formateur d'adopter la position la plus égalitaire possible pour accompagner la personne à partir de là où elle est, de marcher avec elle, sans élaborer préalablement des objectifs qui ne seraient prédéfinis que du côté de l'expert socioprofessionnel.

Cette démarche de formation nécessite d'accepter de revisiter sa posture professionnelle et sa manière de communiquer, de dialoguer, de négocier avec les personnes, de porter des regards sur soi en situation professionnelle, des regards sur la personne accompagnée pour qu'elle s'inscrive dans une démarche de mobilisation, de mise en mouvements et d'actions.

Cette étape repose la question des valeurs à l'œuvre chez les professionnels. Celles-ci sous-tendent leur conception de l'intervention socioprofessionnelle et nécessitent parfois le changement de paradigme pour passer de l'expert au passeur.

4 grands axes

Le développement du pouvoir d'agir se structure autour de 4 grands axes. *Quels sont les acteurs en contexte ? Quels sont les acteurs concernés et/ou impliqués dans les problèmes et dans les solutions ? Quels sont les contextes d'application ? Quelle est la démarche conscientisante ? Est-elle individuelle et/ou collective ?*

Il s'agit donc d'une approche de changement social qui tient compte de la personne et de son environnement.

Lorsque les « formateurs en formation » abordent pendant la formation DPA les problèmes vécus avec leurs stagiaires, ils doivent tenir compte également de leurs contextes professionnels et de l'ensemble des acteurs impliqués et/ou concernés : c'est ce qui est appelé *l'unité d'analyse* dans la démarche DPA.



En vies d'avenir - Paroles de stagiaire

Dans un contexte où certains enjeux organisationnels ou administratifs sont parfois dominants, un travail de réflexion et d'analyse est indispensable. En effet, il est important de tenir compte *simultanément* des conditions structurelles et individuelles ainsi que d'envisager l'ensemble des acteurs impliqués/concernés pour qu'un changement significatif puisse s'opérer. Ne pas en tenir compte fait buter l'accompagnement sur des obstacles entraînant la non-évolution de la situation et donc de la personne accompagnée et le découragement des professionnels.

Ce qui a poussé les travailleurs à venir en formation

Les formateurs qui ont intégré cette première formation DPA à l'Interfédé avaient des attentes telles que : accompagner les stagiaires plus efficacement, découvrir d'autres outils ou techniques, innover, faire face aux situations qualifiées de difficiles, acquérir une vision plus globale, échanger et réfléchir avec les participants, favoriser l'acquisition de l'autonomie auprès des stagiaires et aussi, du côté des professionnels, éviter leur propre épuisement en retrouvant du sens à leurs interventions.

La nécessité de poser un cadre

Cette formation a nécessité la pose d'un cadre de sécurité propre à ce type de dispositif de formation construit avec le groupe au démarrage afin de favoriser des éléments importants pour chaque participant.

Ainsi les participants et la formatrice se sont engagés à respecter divers points importants tels que le non-jugement, le respect, la confidentialité, le fait d'être vrai et de parler à partir de sa posture, de tenir compte des réalités de chacun et des contextes institutionnels différents, de partager des expériences... Tous ces éléments ont été élaborés dans une dynamique de co-construction.

C'est aussi un rappel des valeurs propres à notre secteur.

Cette démarche n'est pas spécifique au DPA. On la retrouve lors d'autres modules du programme de formation de l'Interfédé abordant des thématiques travaillées à partir de l'histoire personnelle des participants (Estime de soi, Récit de vie...).

La formation a été structurée en trois journées

La première journée intitulée « **Notions d'insertion et de désinsertion** » a permis d'analyser des problèmes rencontrés dans le champ de l'insertion à partir des irritants récurrents des professionnels, complétés de contenus spécifiques liés à l'insertion du point de vue des personnes accompagnées. C'est en identifiant ce qui ne fonctionne pas qu'on met en avant ce qui fonctionne. Des notions théoriques liées au processus d'auto-exclusion, logique à l'œuvre dans l'insertion ont également été abordées.



*Miroir Vagabond/Théâtre des travaux et des jours -
Paroles de stagiaires*

Ceci nous a paru nécessaire afin de mieux situer le DPA issu notamment de la psychosociologie.

La seconde journée concernait **la posture professionnelle**.

Elle a permis d'aborder les questions de l'accompagnement et de la posture professionnelle en Développement du Pouvoir d'Agir à travers des exposés et des exercices liés à ces notions. La poursuite de l'analyse des irritants récurrents à partir des problèmes évoqués par les participants met en exergue que l'accompagnant n'est ni sauveur ni policier, mais plutôt passeur. Le groupe a ensuite analysé les conditions de cette posture professionnelle. À partir d'exercices pratiques, il a mis en exergue à la fois la nécessité d'une meilleure implication de l'expertise de la personne accompagnée et la fin de la posture de l'expert pour le professionnel.

Une dernière journée abordait **la pédagogie de la question**.

Comment, via les questions posées lors de l'accompagnement, favoriser la mise en mouvement des stagiaires ? Cet élément clef de la formation oblige à être attentif aux questions posées qui favorisent l'acte de penser et de réfléchir ainsi que l'acte de la mise en mouvement et de l'agir. L'écoute, les observations, les reformulations sont au cœur de cette pratique.

Un apprentissage par la pratique... à la mode CISP

La formation en DPA favorise avant tout une approche « expérientielle », c'est-à-dire de l'expérience dans l'ici et maintenant de la formation non seulement à partir de cette « mise au travail » des problèmes, mais aussi dans un partage collectif au sein du groupe de formation. Le temps de formation est consacré pour moitié à des exercices pratiques, et pour moitié à l'analyse des apprentissages complétée de quelques apports théoriques. La DPA met en effet en valeur les savoirs de l'expérience et non les savoirs théoriques, ce





En vies d'avenir - Paroles de stagiaires

qui bouscule parfois les professionnels dans leur conception de l'apprentissage...

Dans ce contexte, l'intervenante est garante du cadre posé au démarrage de la formation. Elle favorise au maximum l'expérimentation de la méthode, et le dégagement des apprentissages de l'expérience, tout en étant attentive aux questions posées par les participants et qui peuvent être pratiques ou théoriques. Elle marche avec les apprenants sans savoir vraiment jusqu'où les professionnels iront... Voilà bien une posture de **passer**.

En évitant d'endosser la posture de l'expert, l'intervenante reproduit l'approche du développement du pouvoir d'agir dans le groupe en formation, ce qui permet aux participants de vivre le processus de l'intérieur et de s'interroger sur le développement de leur propre pouvoir d'agir en tant que travailleur sociopédagogique.

À l'issue de la formation, les participants ont posé un nouveau regard sur les pratiques d'accompagnement et le rôle que le stagiaire pouvait jouer en tant qu'expert de sa situation dans la définition des solutions à ces problèmes ainsi que le rôle de l'équipe dans l'accompagnement.

Les exercices d'accompagnement menés en profondeur couplés aux réflexions sur la posture de l'accompagnateur et du passeur, le partage d'expérience en matière d'accompagnement ont donné l'envie en groupe de suivre une journée supplémentaire pour continuer à s'exercer à l'accompagnement au DPA.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les participants de la formation au DPA se réunissent à leur demande pour une quatrième journée pour identifier comment ils ont pu s'emparer du DPA dans leurs pratiques de travailleur sociopédagogique et continuer à expérimenter la méthode DPA via des exercices d'entretien.

L'aventure se poursuit donc... ●●●●●

Fabienne DEFERT,
Formatrice en Travail Social

Pour aller plus loin :

Le module de formation *Accompagner les stagiaires à développer leur pouvoir d'agir* sera à nouveau organisé à l'Interfédé entre octobre 2016 et juin 2017.

Descriptif du module programmé en 2015/2016 : <http://www.interfedeb.be>

Des ouvrages de référence :

- « Un point de vue interactionniste et stratégique », Yann le Bossé, Editions ARDIS, Québec, 2011
- « L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique », Maela Paul, Editions L'Harmattan, 2004
- « Développement du Pouvoir d'Agir ». Une nouvelle approche de l'intervention sociale, Dir.C.Jouffray, Presses de l'EHESP, Rennes, 2014

et aussi :

- L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir : une alternative crédible ?, interview de Yann le Bossé dans le cadre des journées nationales d'étude en Service Social, du 6 au 8 novembre 2008 à Montpellier.
- Interview de Yann Le Bossé - Le pouvoir d'agir par Moodstep https://www.youtube.com/watch?v=Z7_IS4HSD3g



Paroles de stagiaires

Éducation populaire et puissance d'agir : traceurs d'émancipation

« S'il est minuit dans le siècle... »¹

On s'accorde généralement à attribuer aux philosophes des lumières, et plus particulièrement à Condorcet, les origines de l'Éducation populaire (bien qu'il n'emploie jamais cette expression dans son rapport sur l'instruction publique datant de 1792).

Ce sont en effet trois aspects fondamentaux qui y sont avancés et qui pourraient, sans les dénaturer, être traduits aujourd'hui de la manière suivante : production et socialisation des savoirs les plus larges (y compris techniques et artistiques), formation tout au long de la vie de manière transversale, engagement et exercice de la citoyenneté². Ils déterminent toujours aujourd'hui les modes d'action principaux de l'Éducation populaire identifiés par un auteur comme Christian Maurel³.

L'appellation « Éducation populaire » remonte pour sa part au 19^e siècle et se développera dans trois dimensions principales : celle de l'instruction des pauvres, celle de la culture du temps libre et celle de la formation politique. Diversemment comprise pour les populations concernées (qui est le peuple ?) les processus mis en place (démocratisation ou démocratie culturelle ?) et les finalités recherchées (émancipation ou intégration ?), l'ambiguïté sera encore accentuée en Communauté française par la référence à l'Éducation permanente qui sur les mêmes aspects peut se révéler contradictoire, selon qu'elle est employée en Europe, en Fédération Wallonie-Bruxelles, à la Région wallonne ou à la Région bruxelloise.

Ainsi on notera que l'obligation de travailler avec une dimension d'Éducation permanente est requise pour les organismes d'insertion socioprofessionnelle en région bruxelloise, mais que le décret wallon est muet sur le même objet. À l'heure

où s'affirme un courant demandant le transfert aux régions des matières d'enseignement et de culture, les associations s'inquiètent du sort qui leur serait ainsi réservé.

Mais c'est fondamentalement la gravité des crises et des restructurations de ce premier quart de siècle qui interroge l'Éducation permanente et remet à l'ordre du jour l'importance de l'Éducation populaire. C'est en effet aux périodes les plus sombres de notre histoire que l'Éducation populaire s'est révélée comme dimension culturelle des résistances et laboratoire d'expérimentation d'un autre monde.

C'est avec cette dynamique qu'elle renoue aujourd'hui autour des enjeux suivants :

1. Ce que peut l'Éducation populaire c'est dépasser le sentiment d'impuissance individuelle en transformant l'aliénation présente en capacité d'être acteur individuellement et collectivement de son devenir

L'expérimentation se fait à l'occasion d'une formation, d'une démarche artistique, d'un engagement associatif.

En partant des savoirs et des expériences du vécu de chacun, en les confrontant aux autres et en investissant une « œuvre commune », ce sont autant de petites émancipations qui

1 Titre d'un roman de Victor Serge écrit en 1939, au moment des perspectives les plus noires manifestées par le poids des totalitarismes nazis et staliniens.

2 Voir notre analyse : Jean-Luc Degée, l'Éducation populaire interrogée par son histoire (1/2), analyse de l'IHOES n° 126, 15 juillet 2014.

3 Voir l'approche du sociologue Christian Maurel, Éducation populaire et puissance d'agir, Paris, L'Harmattan col. Le travail du social, 2010.



Chantier - Paroles de stagiaires

s'affirment et se renforcent. Il peut s'agir de sensibiliser aux torts subis à travers l'écriture d'un texte, la mise en place d'un site, la création d'une affiche ou d'une exposition de photos.

Certains ont choisi d'explorer la réalisation d'un film ou la construction d'une pièce de théâtre, d'autres se sont investis dans un jardin solidaire, un restaurant communautaire ou encore une école de devoirs ou un réseau d'échange de services ou de compétences.

Cela peut aussi souvent prendre une forme plus discrète, mais fondamentale : une prise de parole en public qui renforce la confiance en soi, l'expérience collective d'un mieux vivre qui manifeste le souci d'un respect du nous, une manifestation locale de solidarité qui consolide l'estime du tous ensemble⁴.

Dans tous ces cas, plutôt que le résultat final, parfois décevant et pas toujours transmissible à d'autres, c'est bien le processus émancipant, fait de conflits assumés, d'enthousiasmes partagés comme d'échecs analysés qui importe.

2. Ce que peut l'Education populaire c'est former à la pensée complexe pour débrouillardiser les esprits : comprendre le monde pour le changer

Il s'agit bien ici de développer de manière collective la pensée à partir du vécu et en vue de l'action, en s'appuyant sur des méthodologies maîtrisables par tous tel l'entraînement mental⁵.

On pense bien sûr aux formations destinées aux acteurs des secteurs socioculturels, mais aussi à l'enseignement pour adultes notamment en formation socioprofessionnelle ou aux cours de formation syndicale. Mais l'éducation à la pensée complexe ne prend tout son sens que si elle n'est pas limitée à un domaine professionnel ou à un âge de la vie : elle doit être à l'œuvre à l'école, comme dans les centres sportifs, dans l'animation d'un débat comme dans l'élaboration d'un projet de quartier, dans l'apprentissage d'une technique comme dans l'évaluation des résultats d'une action... Elle ambitionne de permettre aux individus et aux collectifs de mieux comprendre les situations présentes pour imaginer comment les modifier dans la perspective d'un mieux commun.

La condition est bien celle d'une indépendance des actions d'Education populaire qui ne se veulent instrumentalisées ni par les pouvoirs publics ni par une structure propagandiste, même si la dynamique de l'institutionnalisation est aussi à l'œuvre dans le monde associatif.

3. Ce que peut l'Education populaire c'est contribuer à recomposer le peuple : articuler les champs, croiser les gens

Il s'agit ici d'un projet qui ne peut évidemment être porté par la seule Education populaire, mais auquel elle peut contribuer.

Dans la société actuelle, la méconnaissance de l'autre est productrice de tous les rejets.

Nous vivons une dynamique qui combine processus d'atomisation sociale et d'extrême individualisme d'une part⁶, repli



Espaces - Paroles de stagiaires

sur sa communauté sociale et culturelle de l'autre. Chacun son monde (les bobos, les sans-papiers, les pensionnés, les jeunes, les réfugiés...), les autres on les ignore, on les craint ou on les rejette.

L'extrême droite attise la ségrégation entre deux peuples (le bon peuple : blancs, hétérosexuels, mariés... et le mauvais : assistés, arabes, sans papiers, homosexuels...), tout comme les communautaristes affirment une identité distincte, mais parfois aussi conçue comme incompatible avec d'autres.

L'éclatement du peuple et le choix de privilégier l'une ou l'autre de ses composantes en les coupant des autres hypothèquent toute avancée émancipatrice globale et menacent le projet démocratique lui-même.

C'est pourquoi l'Education populaire doit assumer sa nature d'intervention « transchamps » en se distanciant de l'enfermement dans des maisons spécialisées (jeunesse/culture/loisir/

4 Voir sur ce sujet les théories de la reconnaissance du philosophe Axel Honneth.

5 L'entraînement mental, imaginé par le sociologue Joffre Dumazedier et le charpentier autodidacte Benino Cacères est développé par l'association Peuple et Culture en Wallonie et à Bruxelles.

6 Voir l'analyse de la philosophe Hannah Arendt dans son livre sur les origines du totalitarisme.

aide sociale/sport...), des délimitations décrétales assignées à certains publics (les sans-emploi/les publics adultes non captifs/ les personnes d'origine étrangère/les populations précarisées...), ou des barrières que le monde associatif a lui-même érigées (action syndicale/éducative/économique/politique/environnementale/artistique/récréative...).

Elle peut prendre l'initiative de développer un travail d'interculturalité dans sa dimension intrapopulaire : rencontres, échanges, projets solidaires, participation à des fronts sociaux (Acteurs de temps présents, Tout autre chose...), de construction d'imaginaires communs entre et au-delà du monde associatif.

Initier, soutenir et faire connaître tout ce qui peut contribuer à retisser les liens populaires, c'est l'action de l'Éducation populaire, qui refait peuple dans une perspective d'émancipation.

4. Ce que peut l'Éducation populaire c'est permettre et donner à voir les terrains de culture d'utopies

Il s'agit aujourd'hui, sans abandonner les finalités d'émancipation de tous par un changement social pour tous, d'expérimenter ce qui est possible par chacun.

Les initiatives sont nombreuses, même si elles sont éclatées. Les formes traditionnelles de mobilisation ont encore tout leur sens si elles sont dynamisées par des initiatives d'Éducation populaire venant des acteurs eux-mêmes. Délégués syndicaux, enseignants, moniteurs, animateurs et formateurs,

représentants des comités de quartier : ce sont tous les acteurs associatifs qui doivent s'emparer davantage de la dimension culturelle du mouvement social dans les trois missions et selon les trois modalités que nous avons évoquées.

Mais les nouvelles initiatives sont aussi multiples : économie sociale et solidaire, villes en transition, Repair Café, presse alternative, alter mondialisme, agriculture biologique, logements partagés, circuits courts de consommation, lanceurs d'alerte, réseaux d'échanges réciproques de savoir, presse alternative, collectifs citoyens... autant d'initiatives qui pourraient constituer les pièces d'un puzzle qui cherche à se construire dans une nouvelle civilisation du mieux vivre.

Au moment où de nouvelles formes de démocratie contributive s'inventent dans « Nuit debout », le proverbe turc cité par Edgar Morin prend alors tout son sens pour l'Éducation populaire, c'est-à-dire le travail de la culture dans une transformation sociale et politique émancipante. ●●●●●

« les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra »⁷

Jean-Luc DEGEE,
Formateur à l'Université Populaire de Liège

⁷ Proverbe turc cité par le philosophe Edgar Morin.



Troupe des Précurseurs : "Ta gueule et cherche" par l'asbl SOS dépannage au 30 ans des AID



Du subir à l'agir. Au fil des intelligences citoyennes

Formatrice d'acteurs sociaux et associatifs, j'interviens régulièrement auprès de personnes privées de parole, dont les injustices subies sont rendues inaudibles ou invisibles. Dans ce cadre, je m'adresse à des acteurs et actrices de terrain, à des intervenants et intervenantes ainsi qu'à des citoyens et citoyennes de tous les jours. L'enjeu de la formation tourne autour de la capacité à dire le Juste et l'Injuste pour agir à travers des intelligences collectives appelées « intelligences citoyennes ».

Potentialiser les témoignages

Sortir de l'ombre et trouver les mots, les gestes, les actions pour dire le Juste et l'Injuste et ainsi accéder à l'espace public démocratique. En faire un **levier de transformation individuelle et collective**. Agir à travers des « **intelligences citoyennes** » collectives. Tel est l'enjeu du processus. Au sein d'un groupe de parole, des personnes témoignent de situations injustes vécues. Sur base de ces témoignages, le groupe construit une parole solidaire porteuse d'actions permettant de passer **du subir à l'agir**. Les actions mises sur pied à la suite de rencontres et de moments de formation collective ont débouché sur différentes formes. La démarche méthodologique repose sur la « **potentialisation des témoignages ordinaires** », la mise en agir de récits citoyens qui nous parlent de l'injustice, du tort subi et sont porteurs d'une exigence ou d'une espérance de changement.



Espaces - Paroles de stagiaires

L'enjeu est de permettre aux citoyennes et citoyens d'**articuler trois repères**, à savoir l'expérience vécue, l'apprentissage lié à cette expérience et les rapports de pouvoir dont elles et ils sont victimes. Le propre de la démarche des intelligences citoyennes est donc de permettre concrètement à des groupes de **reconstruire des rapports offensifs**, à travers des interactions fortes entre les expériences vécues comme injustes ou comme réussies et les apprentissages qui en découlent. Retrouver le pouvoir personnel de dire, de refuser ou d'entreprendre une action, soit « **le pouvoir de** » ; mais aussi retrouver l'intelligence collective du « **pouvoir avec** », le pouvoir collectif d'entreprendre un combat, une action. Enfin, affirmer le **pouvoir intérieur**, celui qui touche à l'équilibre personnel, à l'estime de soi.

Les méthodologies dégagées dans la recherche « Intelligences citoyennes »¹ favorisent l'accès à cette intervention publique. Cette approche a été travaillée avec différents publics par différents intervenants sociaux ou culturels, en Wallonie, à Bruxelles ou ailleurs au Québec, en France, en Amérique latine, en Afrique... au sein d'espaces collectifs de parole et de rencontre. Ces rencontres ont souvent eu un impact sur les responsables politiques et sociaux et surtout sur l'opinion publique : des habitants d'un quartier à Chalon-sur-Saône repensent l'urbanisation de leur quartier, des femmes violentées obtiennent d'un bourgmestre un accès à des logements, un collectif de défense des migrants sensibilise les autres citoyens... La visée poursuivie dans les intelligences citoyennes est celle de la **transformation sociale**. La transformation sociale se distingue de la **réparation sociale**. Il s'agit de tous les processus qui mettent en mouvement des gens, autour d'une exigence ou d'un problème à traiter, processus au cours desquels les relations sociales se trouvent modifiées. De même se modifie, à travers l'action, la représentation que chacun a de soi et des autres : un changement de regard. Une telle dynamique implique de favoriser une critique sociale forte et de soutenir, par des méthodes actives et attractives, l'expression d'un imaginaire social motivant.

¹ Majo Hansotte, Les intelligences citoyennes, 2^{ème} édition, Bruxelles De Boeck Supérieur 2005, 236 pages.

Personnes grammaticales et cultures multiples

En conséquence, cette affirmation d'un sujet collectif implique une « **compétence** linguistique qui est éthique et politique. Les citoyens peuvent se permettre de parler en « Nous », parce qu'ils mettent sur un même pied d'égalité tous les sujets parlants, parce qu'ils revendiquent la liberté de parole pour ces mêmes sujets parlants et qu'ils considèrent que tous les sujets parlants, c'est-à-dire tous les humains, sont pris dans une même destinée, non définie par les pouvoirs verticaux.

La **citoyenneté démocratique** nous autorise à explorer tous les registres de parole et toutes les personnes grammaticales : je, tu, nous, il, eux, elles, nous tous et nous toutes... Cette parole partagée, devenue un acte, engage notre responsabilité et nous amène à nous positionner. Car la question fondamentale est celle d'une recherche de justice. Comment, par exemple, une femme ayant subi un viol peut-elle énoncer cette expérience particulière et comment peut-elle formuler une parole disant ce qu'elle a subi, balbutiant un indicible intime qui ne peut être formulé au nom d'un « Nous » communautaire codifié ? Comment parler en son propre nom de sa propre expérience ?

Comment s'opère le passage de la plainte individuelle à l'exigence collective ? Comment se forment les rapports entre émotion et projet collectif ? Comment la peine ou la joie se concilient-elles avec la raison ? En parcourant les luttes démocratiques et les mouvements sociaux depuis la fin du 18^e siècle, sur différents continents, on peut identifier quatre intelligences collectives mises en œuvre par les citoyennes et citoyens dans leurs actions. Ce sont ces intelligences-là qu'il s'agit de faire surgir et de valoriser : **intelligence narrative, intelligence déconstructive, intelligence prescriptive et intelligence argumentative**. Narration et argumentation sont tournées vers la coopération ; déconstruction et prescription vers le conflit. Les deux dimensions étant indispensables à l'exercice citoyen.

Sommes-nous sujets de nos vies ?

L'**intelligence narrative** est celle qui développe notre capacité à raconter des situations injustes, d'en témoigner pour amener chez d'autres une réaction, un engagement. La valorisation des récits citoyens repose d'abord sur la reconstruction personnelle d'une situation vécue dans la vie quotidienne, personnelle, sociale ou professionnelle. Il s'agit d'une situation vécue subjectivement comme injuste ou insatisfaisante, pour soi-même ou pour des proches. Elle peut se raconter simplement oralement ou s'appuyer aussi sur toutes les ressources possibles de la narration : récit documentaire, récit /photos, BD, vidéo, séquence d'images, théâtre, expression corporelle...

La personne qui met son expérience en récit est amenée inconsciemment à pratiquer **deux démarches**. La première rassemble des souvenirs épars et **les ramène à la mémoire**, en les nommant et en leur donnant un poids, une orientation positive ou négative. Dans les cas d'injustices graves, cette



Pop Up

remémoration peut favoriser un début de reconstruction de la personne. La seconde est une démarche **qui remplace les souvenirs dans un récit séquencé** chronologiquement et logiquement, de façon tout à fait subjective, mais très significative en termes d'intentionnalité consciente ou inconsciente du narrateur, de vision implicite ou explicite d'une vie meilleure, plus juste... Un récit est toujours subjectif, c'est là sa force.

C'est cette **vision latente d'un devenir plus juste** qui va permettre, avec toutes les personnes impliquées dans la rencontre, un travail collectif d'interprétation et d'universalisation du récit, au-delà du subjectif individuel. Car le récit n'est pas pratiqué comme source de distraction ou de consommation : il s'inscrit dans un **pacte humain**, actif et engagé, relié à un contexte économique, politique, social, voire institutionnel.

Un tel pacte implique l'exigence pour les citoyens qui se rencontrent de construire un **rapport éthique** entre celui qui raconte et ceux qui reçoivent le récit. Celui qui raconte s'engage à être le plus sincère possible par rapport à ce qu'il a vu et/ou ressenti et le plus rigoureux possible quand il se souvient ; ceux qui écoutent s'engagent à respecter le narrateur, à travers une écoute réelle, et à travailler avec lui pour donner une perspective future à son témoignage, une perspective fidèle à des espérances personnelles et collectives. Toute possibilité de partager sur le sens avec d'autres permet de s'arracher à un monde insensé, dans lequel le sujet n'a plus de place. Poser des questions, parler, écrire, créer et s'interroger sur ce que l'on a exprimé, c'est **chercher à donner du sens** à nos existences, à l'ordre du monde dans lequel on vit, c'est **vouloir comprendre** pour pouvoir se situer dans ce monde et dans ses relations avec autrui.



Poursuivons le parcours des intelligences citoyennes

Pourquoi au-delà de la narration, **la déconstruction**, autre intelligence, développe les capacités citoyennes ? L'ouvrier du milieu du 19^e siècle ne pouvait exprimer, dans le langage et le droit de l'époque, le tort dont il était victime. Ce qu'il avait à dire était en excès sur toute formulation advenue. Il a fallu la grève, le sabotage, et même l'émeute et l'insurrection, pour que le tort trouve à se formuler à travers les syndicats ouvriers, à travers le droit social et le droit du travail, mais également à travers une littérature, un imaginaire, une utopie... Aujourd'hui, de nombreuses personnes précarisées ou réfugiées ou en chômage sont dans cette situation où elles ne peuvent exprimer le tort dont elles sont victimes.

L'injustice s'installe lorsque l'on nous fait croire que les catégories sociales échappent à la construction humaine, échappent à l'évolution progressive de l'usage social avec ses rapports de force. Des significations sont présentées comme sacrées, absolues, intangibles, définitives, essentielles... Or, les catégories dans lesquelles nous évoluons produisent des effets d'enfermement, de violence, de hiérarchie. Ainsi, les distinctions Hommes/Femmes, Noirs/Blancs, Homos/Hétéros... entraînent des effets de violence, de discrimination.

Résister, c'est alors ouvrir les portes à un questionnement critique des codes, des normes, des catégories pour mieux refuser leur commun arbitraire. **L'intelligence déconstructive** mobilise pour ce faire toutes les ressources culturelles et esthétiques présentes sur cette planète, toutes les modalités créatives par lesquelles un groupe se « paie le luxe » d'interroger, y compris joyeusement, les rôles sociaux, les rapports amoureux, les rapports familiaux, les rapports de travail, les rapports de force économiques, les rapports médiatiques, pour les **détricoter, débusquer ce que ces différents rapports ont d'arbitraire et d'injuste**, pour imaginer une manière totalement différente de vivre, d'avoir du bonheur.

Ensuite, que voulons-nous au terme de notre pacte citoyen, de notre travail collectif ? **Une étape politique et revendicative** s'avère importante pour favoriser un changement collectif et compléter le trajet citoyen : c'est l'intelligence prescriptive au sens de prescrire quelque chose. Il ne s'agit pas de demander plus ou moins, mais d'exiger fermement, par exemple « à travail égal, salaire égal ! ». Une étape politique au sens noble du terme. Être politique, c'est identifier par où passe le devenir dans la situation que nous vivons collectivement : à inventer au jour le jour à partir du tort subi ou constaté et à partir des situations elles-mêmes. **L'intelligence prescriptive**, c'est donc l'intelligence du devenir au nom du Bien commun que les engagements citoyens ont à faire vivre, une intelligence prospective et conflictuelle.

Parmi les pratiques propres à l'espace public, on trouve enfin l'exigence d'une délibération argumentée entre citoyens et citoyennes : une véritable **intelligence argumentative**. Hélas, le débat, outil de citoyenneté, figure parmi les pratiques citoyennes les plus corrompues. Le « débat », comme il est pratiqué un peu partout aujourd'hui, est une des formes contemporaines du cirque romain : on est séduit ou attiré par

la joute plutôt que par la recherche et l'interrogation. Rompre avec cette pratique est essentiel.

En démocratie, lorsque l'on entre dans une délibération argumentée avec d'autres, il est important de poser des actes de parole qui traitent l'autre comme un sujet égal à soi et non comme un objet. L'intelligence argumentative est tournée vers la **coconstruction**. Il s'agit de **favoriser des actes de parole coopératifs qui transforment l'affirmation fermée en question ouverte**. Car on ne peut produire un travail coopératif si chacun vient avec une affirmation fermée. La coopération n'exclut nullement, bien au contraire, la divergence, mais cette divergence s'énonce de façon lisible, sans stratégie d'intimidation et sous le signe du doute, du questionnement, pour être réellement travaillée collectivement.

Un gouvernail pour penser et agir



L'engagement citoyen à notre époque se joue différemment de ce qu'on a pu constater par le passé. En effet, les citoyens, jeunes et moins jeunes, ont tendance à s'investir en fonction des situations concrètes injustes, vécues près de chez eux ou ailleurs dans le

monde, plutôt qu'en fonction des programmes et des idéologies. Il s'agit d'un **engagement situationnel**. Mais venus de tous les coins de la planète, **quatre repères articulés font office de gouvernail** pour construire des résolutions les moins injustes possibles : c'est nous qui sommes **acteurs responsables** et pas une autorité transcendante (Marché, Finance, Parti, Dieu...). Pour faire vivre **trois visées** liées : **l'égalité liberté solidaire des humains**. ●●●●●

Majo HANSOTTE,

Formatrice d'acteurs sociaux et associatifs dans le développement territorial et l'Éducation populaire. Chargée par la Fédération Wallonie – Bruxelles, auprès de la Direction générale de la Culture et du Bureau International Jeunesse, d'une mission portant sur la participation citoyenne.

Jacques a dit : « Agis ! »

Ces dernières années, les travailleurs du secteur CISP ont exprimé un malaise de plus en plus grand par rapport à l'impact des politiques régionales et fédérale en matière d'emploi et de formation sur leurs pratiques professionnelles et sur les conditions de vie des personnes en formation.

Le secteur des CISP est né dans le contexte de la fin des années 70, début 80' : augmentation du chômage, difficulté d'insertion dans la vie d'adulte, enseignement excluant particulièrement pour les jeunes issus des milieux populaires... Face à ces inégalités et injustices, des personnes, des associations et des coordinations ont organisé des initiatives dans lesquelles étaient mêlées formation, emploi et action sociale. Ce rappel de l'histoire montre combien la dimension socio-politico-économique et même culturelle est présente dans les actions et donc dans les pratiques des travailleurs depuis l'origine de ce qui est devenu le secteur des CISP.

Du malaise à l'action

Le PAC¹, le décret accompagnement individualisé, la 6ème réforme de l'état, l'approche par compétences sans oublier la limitation dans le temps des allocations de chômage, l'exclusion du bénéfice des allocations de chômage, la conception adéquationniste de la relation enseignement/formation/emploi, la responsabilisation individuelle... façonnent les politiques publiques d'emploi et de formation professionnelle et, insidieusement, agissent sur nos pratiques, mettant très souvent, trop souvent à mal les options et les valeurs de notre secteur.

C'est ainsi qu'en 2013, par un processus participatif de près d'une année, le secteur a choisi de résister par l'action. Celui-ci a débouché sur des recommandations², qui ont alimenté le plan d'action de l'Interfédé, telles que la nécessité de développer la formation politique de tous les acteurs à tous les niveaux pour soutenir une prise de parole collective et construire une stratégie de communication et d'alliances, notamment avec les mouvements sociaux, qui ciblent entre autre la dénonciation du recul des acquis.

Cette approche a évidemment marqué les actions de formation organisées en faveur des travailleurs de notre secteur. Et rendus évidentes, à côté de modules de formation techniques ou sociopédagogiques, des thématiques comme l'exclusion et l'analyse des situations des publics, proposées dès les premières initiatives communes³ de formation continuée des travailleurs.

La Charte sectorielle précise les finalités de la politique de formation des travailleurs.

*« La formation continuée vise à amener le travailleur à être un acteur dans son environnement professionnel. Notre projet de formation vise à donner à chacun **des clés pour comprendre, des clés pour exercer notre droit à la parole** de citoyen en contact avec ce public en souffrance, des clés pour lui rendre son droit à la parole citoyenne. Le programme de formation doit pouvoir **se nourrir de l'actualité et des enjeux socio-politico-économiques**. Il faut donc articuler la formation avec des questions politiques. »⁴*

1 PAC : Plan d'Accompagnement des Chômeurs

2 Lire à ce sujet L'Essor n° 66 - Retour sur l'Assemblée sectorielle 2013 des « Agit-Acteurs ».

3 Initiatives communes aux fédérations constitutives de l'Interfédé, qui, bien avant sa création, ont proposé une offre conjointe de formation pour les travailleurs.

4 Extrait de la Charte sectorielle « L'Interfédération des EFT et des OISP - Principes - Fonctionnement - Organisation - Chapitre I. Les principes fondateurs - point 1.7 Formation continue des travailleurs, disponible sur le site de l'Interfédé : www.interfed.be



Miroir Vagabond/Théâtre des travaux et des jours - Paroles de stagiaires



Créasol - Paroles de stagiaires

Développer le pouvoir d'agir des travailleurs des CISP en renforçant leur formation sociopolitique. De l'option à la pratique au cœur du programme de formation de l'Interfédé

La Commission pédagogique de l'Interfédé s'est appuyée sur ces engagements, en lien avec la Charte sectorielle, pour renforcer l'axe sociopolitique de l'offre de formation. Elle a décidé de le faire en consolidant l'approche pédagogique du programme de formation⁵ et les modalités de formation développées au fil des ans qui permettent une approche réflexive des thématiques. Mais aussi et surtout, en demandant d'intégrer une dimension sociopolitique dans TOUS les modules de formation. C'est-à-dire, en prenant en compte systématiquement qu'aucun savoir n'est neutre, qu'aucune pratique pédagogique n'est neutre, que la formation continuée des travailleurs est politique⁶. Elle a confié à la coordination pédagogique, la mission de concrétiser cette option.

Sa mise en œuvre est relativement aisée à réaliser pour les formations portant sur la connaissance du secteur en lien avec l'exclusion sociale, le statut du stagiaire, les métiers du secteur ou encore celles traitant d'un sujet portant sur une question sociale (la diversité, le radicalisme violent...), elle l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de modules de formation technique comme la sécurité au travail.

Les lunettes d'Ardoino

Aborder cette question ne peut pas faire l'objet d'une parenthèse ou être un laïus décontextualisé. Aussi, la demande d'intégrer une dimension sociopolitique dans tous les modules de formation a été réfléchiée avec les intervenants et abordée selon des modalités différentes en fonction des thématiques des formations et aussi de la sensibilité des intervenants, voire des participants. À chaque fois, un lien a été fait avec le contenu travaillé en formation que ce soit par exemple le travail sociopédagogique avec les stagiaires, la gestion des équipes ou la sécurité.

Le moment où cette dimension a été mise en avant était aussi différent d'un module à l'autre : dans l'introduction du module, lors de débats ou de temps consacrés à l'analyse de pratiques, lors d'apports théoriques structurants ou encore au moment de l'évaluation.

⁵ Lire page précédente.

⁶ Lire à ce sujet L'ESSOR n° 69 - « Le programme de formation 2014-2015 - La formation continuée des travailleurs, une politique ».

L'outil d'analyse qui a été utilisé pour amener ces questions est la grille d'Ardoino⁷. Cette grille souvent utilisée dans le secteur permet d'identifier les niveaux d'actions auxquels les enjeux d'une situation se situent et à déterminer ceux sur lesquels il est le plus pertinent d'agir.

Des paroles aux actes

Si l'approche sociopolitique est clairement le fil rouge du module portant sur la connaissance du secteur, elle est également présente dans le module « Formateur ». Outre le fait d'aborder l'histoire et les valeurs du secteur, les participants nomment à partir de leurs pratiques les conceptions de l'apprentissage des adultes et les principes pédagogiques qui permettent aux centres de proposer aux stagiaires un parcours de formation s'inscrivant dans une perspective d'émancipation sociale, économique et culturelle tant individuelle que collective. Par ailleurs, en analysant des situations problèmes avec la grille d'Ardoino, ils prennent en compte la complexité du réel et abordent également les causes collectives et structurelles. Par exemple, si une situation problème (l'hygiène corporelle) semble assez spontanément s'inscrire au niveau individuel, des causes situées sur les autres niveaux sont également en jeu (la situation financière du stagiaire, le manque de logement à faible loyer, l'isolement, mais aussi l'infrastructure de formation qui n'est pas toujours adéquate – pas de douche par exemple).

Ce processus a aussi été utilisé lors de la formation « Brevet "sécurité de base" - VCA ». Les participants ont questionné les enjeux de la sécurité pour eux-mêmes, pour l'équipe, pour le centre et pour la société en parlant de l'importance de la sécurité pour l'insertion du stagiaire dans l'emploi. Comme

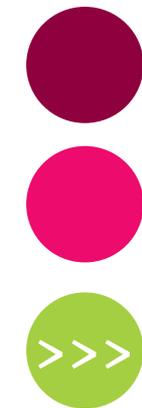
pour le module « Formateur », du sens est donné à l'approche collective. En matière de sécurité, l'employeur doit favoriser la protection collective des travailleurs et en dernier recours proposer des équipements de protection individuelle. De même, en situation de non-emploi, la responsabilité ne peut incomber uniquement à l'individu. L'Etat doit apporter des protections collectives.

Cette grille a aussi été utilisée lors d'exercices de simulation d'entretien dans la formation « Confrontation bienveillante ». L'analyse a montré que les stagiaires et les travailleurs socio-pédagogiques n'avaient pas toujours la même perception des attentes des acteurs situés aux différents niveaux.

Autre exemple, dans le cadre de la formation « Gestion mentale » à travers l'approche réflexive sur l'apprentissage. Découvrir sa manière d'apprendre élargit le regard sur le monde et met le doigt sur la place de la compétence « apprendre à apprendre » dans l'enseignement traditionnel. Outil de la gestion mentale, le dialogue pédagogique permet de questionner le stagiaire sur la manière dont il apprend et susciter chez lui une réflexion sur le sens de son action et de son apprentissage.

Dans le module « Résistance », les participants se sont interrogés sur l'origine des résistances en formation. Le groupe s'est aperçu qu'une bonne partie de celles-ci trouvaient écho au niveau sociétal (ou niveau de l'historicité). Il s'est également interrogé sur la manière de questionner les acteurs des niveaux institutionnels et sociétaux sur les causes de ces résistances.

⁷ Jacques Ardoino, psychosociologue français propose d'analyser toute situation à partir de cinq niveaux de compréhension. Il invite à distinguer ce qui relève de la personne, de ses relations interpersonnelles et de celles avec ses pairs dans des collectifs, des mécanismes organisationnels ou institutionnels. Luc Van Campenhout, sociologue belge, en a ajouté un sixième, l'historicité ou le niveau des valeurs.



Dans le module « Secrétaire », les participantes ont échangé leurs représentations de leur métier et en ont identifié les contours. En se questionnant sur « le pourquoi des pratiques du Forem et de l'inspection ? », elles ont pris conscience que leurs pratiques professionnelles se situaient au cœur d'enjeux plus larges concernant l'accès à l'emploi et de la nécessité de construire un réseau. Ici aussi la parole a besoin de résonner dans le collectif.

Enfin, dans la formation « Comprendre le radicalisme violent », après une prise de distance des discours ambiants, un partage des représentations et une analyse partagée, les participants ont identifié des pistes d'action qui relèvent de leur pouvoir d'agir selon leur ancrage professionnel (formateur,

coordinateur, directeur, travailleur d'une fédération ou de l'Interfédé) et de leur niveau de compétences.

Au final, un panel riche et varié de situations, beaucoup de belles surprises et une capacité d'analyse et d'action toujours renouvelée. Bref, un secteur pour qui le concept d'acteur social n'est pas vide de sens. ●●●●●

Raphaël CLAUD,
Adjoint à la coordination pédagogique à l'Interfédé

et Marina MIRKES,
Coordinatrice pédagogique à l'Interfédé

Marcel Lesne l'a dit !

Il est à noter que l'approche pédagogique des CISP est elle-même un choix politique. Marcel Lesne, sociopédagogue français, a élaboré une grille de lecture des dispositifs de formation⁸. Il distingue trois visions de la formation. La première où la formation a pour fonction de reproduire le système économique et social et de préparer les personnes à y prendre la place qui leur est assignée ; la seconde où la formation a pour fonction de permettre à chacun de s'adapter aux évolutions économiques et sociales ; et enfin la troisième où la formation a pour fonction de permettre à chacun d'occuper une position d'acteur en tenant compte de sa situation et de son ancrage réels. Bien que ces trois approches soient nécessaires au développement d'une société, la troisième correspond le mieux aux principes auxquels se réfèrent les pratiques pédagogiques des CISP⁹. La personne en formation est prise en compte en tenant compte de son ancrage (y compris les rapports sociaux dans lesquels elle est engagée) et donc à partir de sa capacité à être acteur/trice de sa vie et dans la société. Cette option vaut aussi pour la formation des travailleurs et des travailleuses¹⁰ du secteur qui fait l'objet d'une politique sectorielle dont l'aspect le plus visible est le programme de formation proposé chaque année par l'Interfédé.

8 Lesne M., Travail pédagogique et formation d'adulte, PUF, 1977.

9 Certains de ces principes sont décrits dans la recherche-action relatée dans le Cahier de l'Interfédé « Y'a René qui vient. Une autre façon de concevoir la formation des travailleurs, pour soutenir le professionnalisme du secteur des EFT/OISP ou les dessous de la formation par le travail à l'AID l'Escale à Tournai », Cahier de l'Interfédé n° 3, octobre 2011, pp40-43.

10 Dans ces trois modes d'action, la posture du formateur n'est pas la même. Dans le premier mode d'action, le formateur détient le savoir qu'il transmet ; le formé étant comme une pierre brute qu'il faut façonner. Dans le second mode d'action, il est nécessaire d'agir sur les attitudes et les motivations pour développer l'autonomie de la personne. Le formateur s'y emploiera. Le troisième suppose une relation dialectique entre la théorie et la pratique : les outils théoriques permettent une meilleure appropriation du réel ; ils sont questionnés et produits par les formés et les formateurs, chacun à partir des ressources qui sont les leurs, dans une interaction permanente.



Pour aller plus loin

- « Citoyenneté et démocratie. Piliers de l'alphabétisation », Journal de l'Alpha 191, novembre décembre 2013. <http://www.lire-et-ecrire.be/Journal-de-l-alpha>
- Équipes populaires, « Le Petit menteur : le dico participatif, engagé et décalé », 2015, http://www.equipespopulaires.be/IMG/pdf/petit_menteur_leger.pdf
- Étude SAW-B, « Être engagé pour une cause par une entreprise sociale », décembre 2015, http://www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/etude_2015_web.pdf
- Étude SAW-B, « L'action collective, mission fondamentale des EFT-OISP ? », 2013, http://www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/a1303_action_collective_eft_oisp-3.pdf
- Étude SAW-B, « La voix des adultes en formation... ou l'énergie discrète des lucioles », mai 2014, http://www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/a1404_energie_des_lucioles.pdf
- InterMag : « Une société qui change », analyse des changements qui traversent la société et que les luttes sociales doivent affronter, par Jean Blairon. <http://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2016m5n1.pdf>
- « La Fabrique de la Démocratie » : une exposition interactive sur l'identité et la citoyenneté active. Boîte à outils à l'usage des accompagnateurs. Service éducatif du BELvue, 2013. <http://fabriquedelademocratie.belvue.be/fr/boite-outils>
- L'Essentiel, l'information simple comme bonjour, un site pédagogique d'informations en français facile, www.journal-essentiel.be
- « Pédagogies émancipatrices et démarches citoyennes », Journal de l'Alpha 192, 1er trimestre 2014, Lire et Écrire Communauté française. <http://www.lire-et-ecrire.be/Journal-de-l-alpha>
- « Petite histoire des pratiques démocratiques ou comment mettre en œuvre l'égalité », CDGAI, Mobilisations sociales, 2011. <http://www.cdgai.be/mobilisation-sociales/>



Les cinq fédérations membres de l'Interfédération des EFT et des OISP sont :

ACFI • Action Coordonnée de Formation et d'Insertion • www.acfi.be • tél. 02/640.44.07

AID • Actions Intégrées de Développement • www.aid-com.be • tél. 02/246.38.61 (62 ou 65)

ALEAP • Association Libre d'Entreprises d'Apprentissage Professionnel • www.aLeap.be • tél. 081/24.01.90

CAIPS • Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale • www.caips.be • tél. 04/337.89.64

Lire et Ecrire Wallonie • www.lire-et-ecrire.be • tél. 081/24.25.00

Le Comité de rédaction

Eric ALBERTUCCIO • Leyla BUEKENS • Véronique DUPONT • Véronique KINET • Céline LAMBEAU • Eric MIKOLAJCZAK •
Françoise ROBERT • Dominique ROSSI • Jean-Luc VRANCKEN

Secrétaire de rédaction :

Véronique Kinet • 081/74.32.00 • secretariat@interfede.be

Rédactrice en chef :

Véronique DUPONT

Ont contribué à la rédaction des articles :

Les membres du Comité de rédaction de L'Essor et Raphaël CLAUS, Fabienne DEFERT, Jean-Luc DEJEE, Majo HANSOTTE,
Lydia MAGNONI, Véronique MAJÉRUS, Pierre MERCIER, Marina MIRKES, Caterina MORABITO et Philippe PIERSON.

Crédits photos : Françoise ROBERT, LEE CMB

Le numéro 77 sortira en septembre 2016.

Contact : Véronique KINET • 081/74.32.00 • secretariat@interfede.be

www.interfede.be

Interfédération des EFT et des OISP asbl

ACFI • AID • ALEAP • CAIPS • Lire et Ecrire Wallonie

Numéro d'entreprise : BE 0439.244.011 • n° de compte : 001-3207881-70

Avec le soutien de la Wallonie et du Fonds social européen

L'UE et les Autorités publiques investissent dans votre avenir.



L'ESSOR de l'Interfédé: La revue trimestrielle du secteur de l'insertion socioprofessionnelle

Rue Marie-Henriette, 19-21 • 5000 Namur • Tél.: 081/74 32 00 • Fax : 081/74 81 24 • secretariat@interfede.be

Mise en page : Inform'Action asbl • www.informaction.be

Les données diffusées pourront être reproduites par tout utilisateur qui sera tenu d'en indiquer la source.